

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### BANQUE DELUBAC ET CIE

Société en Commandite Simple au capital de 11 695 776 euros  
Siège social : 16, place Saléon Terras 07160 Le Cheylard  
305 776 890 R.C.S. Aubenas

#### Comptes annuels

#### États financiers consolidés de l'exercice 2016

#### Bilan consolidé au 31 décembre 2016

<i>Actif consolidé (en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Opérations interbancaires et assimilées	(8)	176 747	225 542
Opérations avec la clientèle	(9)	154 717	139 285
<b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b>	<b>(10)</b>	<b>116 850</b>	<b>109 053</b>
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	(11)	2 942	2 909
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-
Immobilisations incorporelles	(12)	4 857	4 831
Immobilisations corporelles	(12)	103 201	109 953
Ecarts d'acquisition	(13)	-	-
Capital souscrit non versé	(14)	1 498	1 498
Comptes de régularisation et actifs divers	(15)	19 047	17 283
<b>Total de l'actif consolidé</b>	<b>-</b>	<b>579 859</b>	<b>604 354</b>

<i>Passif consolidé (en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Opérations interbancaires et assimilées	(16)	18 189	39 191
Opérations avec la clientèle	(17)	482 648	493 607
Dettes représentées par un titre	-	1	1
Comptes de régularisation et passifs divers	(18)	33 809	25 988
Provisions	(19)	3 353	4 078
Fonds de garantie mutuelle	(20)	1 256	1 798
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-	-
Intérêts minoritaires	(21)	75	89
<b>Capitaux propres consolidés - Part du Groupe (hors FRBG)</b>	<b>(22)</b>	<b>40 528</b>	<b>39 602</b>
Capital souscrit	(23)	11 696	11 696
Primes d'émission		953	953
Réserves consolidées et autres		26 843	25 161
Résultat net consolidé – Part du Groupe		1 036	1 792
<b>Total du passif consolidé</b>	<b>-</b>	<b>579 859</b>	<b>604 354</b>

#### Engagements hors bilan consolidés au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
<b>Engagements donnés consolidés</b>	<b>-</b>	<b>92 707</b>	<b>82 875</b>
Engagements de financement	(39)	79 894	75 933

Engagements de garantie	(39)	8 909	6 938
Engagements sur titres	(39)	3 903	97
Autres engagements	(39)	1	-
<b>Engagements reçus consolidés</b>	-	<b>71</b>	<b>1 532</b>
Engagements de financement	-		
Engagements de garantie	(39)	71	1 532
Engagements sur titres	-		

### Compte de résultat consolidé de l'exercice 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2016	2015
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>(24)</b>	<b>10 128</b>	<b>10 422</b>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(25)</b>	<b>-442</b>	<b>-933</b>
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>(26)</b>	<b>94</b>	<b>96</b>
Commissions (produits)	(27)	22 940	23 852
Commissions (charges)	(27)	-1 583	-1 312
<b>Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>(28)</b>	<b>76</b>	<b>13</b>
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(29)	18	258
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>(30)</b>	<b>4 189</b>	<b>5 246</b>
Autres charges d'exploitation bancaire	(30)	-2 584	-2 324
<b>Produit net bancaire</b>	-	<b>32 836</b>	<b>35 318</b>
Charges générales d'exploitation	(31)	-29 292	-30 688
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(32)	-2 684	-2 332
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	-	<b>860</b>	<b>2 298</b>
Coût du risque	(33)	-1 307	-2 238
<b>Résultat d'exploitation</b>	-	<b>-447</b>	<b>60</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(34)	93	-2
<b>Résultat courant avant impôt</b>	-	<b>-354</b>	<b>58</b>
Résultat exceptionnel	(35)	71	1 126
Impôts sur les bénéfices	(36)	463	-255
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(37)	842	848
Dotations / Reprises de FRBG	-	-	-
Intérêts minoritaires	(21)	14	15
<b>Résultat net consolidé – Part du Groupe</b>	-	<b>1 036</b>	<b>1 792</b>
<i>Résultat net consolidé par part sociale (euros)</i>	<i>(38)</i>	<i>0,37</i>	<i>0,64</i>
<i>Résultat net consolidé dilué par part sociale (euros)</i>	<i>(38)</i>	<i>0,37</i>	<i>0,64</i>

### Annexe aux états financiers consolidés de l'exercice 2016

#### I. Informations générales

##### Note 1 Renseignements à caractère général

La Banque Delubac & Cie, créée en 1924 par Monsieur Maurice Delubac, est une Société en Commandite Simple (SCS) domiciliée en France au capital de 11 695 776 euros (Cf. Note 23 sur le "Capital souscrit"). Son siège social est situé 16, place Saléon-Terras 07160 Le Cheylard (Ardèche). Elle dispose d'établissements secondaires à Paris, Lyon, Toulouse et Angers.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, la "Société", désigne Banque Delubac & Cie SCS, le "Groupe" ou le "groupe Delubac & Cie" désigne la Banque Delubac & Cie et ses filiales consolidées (Cf. Note 3 sur le "Périmètre de consolidation").

Le groupe Delubac & Cie développe les activités suivantes :

- Banque judiciaire (Banque Delubac & Cie)
- Banque des administrateurs de biens (Banque Delubac & Cie)
- Banque de détail dite "in bonis" (Banque Delubac & Cie)
- Banque de gestion d'épargne (Banque Delubac & Cie, Delubac Asset Management)
- Banque d'affaires (Banque Delubac & Cie)
- Activité foncière (Delubac Immobilier, Compagnie Foncière du Confluent, Foncière Francilienne de Locaux d'Entreprises)

### La Banque judiciaire

Banque Delubac & Cie s'est développée dans le domaine du financement à court terme des entreprises en difficulté placées dans les liens d'une procédure qu'elle soit contractuelle ou collective. La branche d'activité applique une politique de développement national, au travers notamment des agences de province (Lyon et Toulouse).

La Banque judiciaire intervient dans un périmètre juridique déterminé permettant de couvrir toutes les périodes de difficulté de l'entreprise :

- Mandat ad hoc
- Conciliation
- Sauvegarde
- Préparation au dépôt de bilan
- Redressement judiciaire, régime général ou simplifié
- Plan de continuation
- Liquidation judiciaire avec poursuite d'activité
- Administration provisoire

L'intervention de la Banque Delubac & Cie sur le marché des sociétés en difficulté se fait au travers des financements à court terme, principalement les lignes de mobilisations de créances, les cessions de créances loi Dailly, les escomptes d'effets et l'affacturage, offrant à ses clients les moyens de financer leur besoin en fonds de roulement.

### La Banque des administrateurs de biens

L'objectif de cette branche d'activité est d'offrir la gamme de services la plus large et la mieux adaptée aux besoins des administrateurs de biens et des syndicats de copropriété. Les promoteurs, marchands de biens et agents immobiliers sont placés hors du champ d'intervention de la Banque Delubac & Cie.

Intervenant principalement à Paris et en région parisienne, la Banque Delubac & Cie offre des prestations sur mesure en proposant à ses clients :

- La gestion des comptes bancaires des sociétés ;
- La gestion des comptes bancaires des mandants et des flux financiers, ces derniers se répartissant entre les encaissements des loyers et les charges des copropriétés, les règlements des fournisseurs et les versements des loyers aux propriétaires ;
- Le conseil grâce à une très bonne connaissance de ce secteur d'activité ;
- L'accompagnement dans le développement commercial et/ou opérationnel en mettant en place des financements appropriés : acquisitions d'immobilisations corporelles (parc informatique, ...) et incorporelles (fonds commerciaux, ...).

### La Banque de détail dite "in bonis"

Ce département exerce une activité traditionnelle de banque de détail, financement à court et moyen terme et offre de services aux particuliers et aux entreprises, non administrateurs de biens, dites "in bonis" par opposition aux sociétés clientes de la Banque judiciaire.

### La Banque de gestion d'épargne

Cette activité se scinde en deux :

- L'activité de gestion d'épargne au sein de la Banque Delubac & Cie qui recouvre l'assurance vie et la captation d'actifs par l'intermédiaire d'un réseau de courtiers et mandataires ainsi que de particuliers détenteurs de portefeuilles titres ;
- L'activité de gestion de portefeuille sous mandat et d'OPCVM logée dans Delubac Asset Management, société de gestion filiale de la Banque Delubac & Cie.

### La Banque d'affaires

La Banque Delubac & Cie a créé un métier autour du concept de "Corporate Finance".

L'équipe de la Banque d'affaires détecte, propose, organise et dirige des opérations dites de "haut de bilan" et d'ingénierie financière, telles que les fusions-acquisitions de sociétés non cotées, le rapprochement de sociétés cotées, les introductions en bourse sur tous les marchés, les restructurations de capital et les tours de tables financiers, les appels au marché au profit des sociétés cotées, les offres publiques, les attestations d'équité, ainsi que des opérations de "bas de bilan" (conseil en restructuration de dettes, en financement du besoin en fonds de roulement).

### Activité foncière

Les deux filiales Compagnie Foncière du Confluent et Delubac Immobilier sont en charge de la gestion du patrimoine foncier du groupe Delubac & Cie.

La filiale Foncière Francilienne de Locaux d'entreprises exerce une activité de location simple de bureaux en Ile de France financés par des contrats de location-financement.

### Etats financiers consolidés du groupe Delubac & Cie

Les états financiers consolidés du groupe Delubac & Cie relatifs à l'exercice 2016, arrêtés par la Gérance le 15 mars 2017, incluent :

- le bilan consolidé sur la situation financière au 31 décembre 2016, avant affectation du résultat ;
- le résultat consolidé sur la performance financière de l'exercice 2016 d'une durée de douze mois ;
- le tableau des engagements hors bilan consolidés au 31 décembre 2016 ;
- ainsi que les présentes notes annexes complétant et commentant les informations données par le bilan consolidé, le tableau des engagements hors bilan consolidés et le compte de résultat consolidé.

A titre de comparaison, les postes du bilan, les rubriques du compte de résultat et les informations données dans les notes annexes comportent l'indication des éléments de l'exercice précédent.

Sauf exception dûment mentionnée, les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros (000 euros).

Il est précisé que les dispositions du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du CRBF, ne prévoient pas d'obligation concernant la présentation d'un tableau de variation des flux de trésorerie consolidés.

#### **Gérance – Associés commandités**

A la date de l'arrêté des états financiers consolidés de l'exercice 2015, les Associés commandités, responsables solidairement et indéfiniment des dettes sociales sur leurs biens propres, sont les suivants :

- Monsieur Serge Bialkiewicz Gérant statutaire - Premier Gérant
- Monsieur Jean-Michel Samuel Gérant statutaire
- Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz Gérant statutaire
- Caisse de Compensation Locative Gérante statutaire représentée par Monsieur Serge Bialkiewicz
- Société Privée de Participation Patrimoniale Associée commanditée statutaire représentée par Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz
- Madame Madeleine Samuel Associée commanditée statutaire
- Mademoiselle Jennifer Docquet Associée commanditée statutaire

#### **Commissaires aux comptes**

Les Commissaires aux comptes ont été nommés par l'Assemblée générale du 30 avril 2015. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

##### **Titulaires**

- La Société Hoche Audit représentée par Madame Laurence Zermati
- La Société William Nahum Associés et Partenaires représentée par Monsieur William Nahum

##### **Suppléants**

- La Société Auditing International représentée par Monsieur Nicolas Metge
- Monsieur Jean-Pierre Bard

La Société Hoche Audit est également Commissaire aux comptes titulaire des sociétés Delubac Asset Management et Haussmann Recouvrement, filiales de la Banque Delubac & Cie.

### **Note 2 Événements et faits marquants de l'exercice**

#### **Inspection de l'Autorité de Contrôle Prudentiel**

La Banque Delubac & Cie a fait l'objet d'une inspection de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACPR) et de Résolution. Les interventions sur sites se sont déroulées entre le 29 septembre 2015 et le 29 février 2016. Le programme d'intervention de l'ACPR était principalement axé sur les thèmes suivants :

- Mission de suivi des recommandations formulées lors de la précédente inspection
- Mission sur la lutte anti blanchiment
- Mission informatique en relation avec la migration informatique
- Mission mandatée à l'ACPR par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur la fonction dépositaire.

Concernant la mission visant à contrôler le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les échanges avec l'ACPR sont toujours en cours.

Les autres missions se sont soldées par une lettre de suite, ce qui signifie que des améliorations de ses processus internes sont demandées à la Banque Delubac & Cie mais qu'aucune sanction ne sera prononcée.

#### **Levées d'option de contrat de location-financement**

La filiale FFLE a procédé à la levée de deux contrats de location-financement courant décembre 2016 (La Chapelle et Villetaneuse), pour un montant de un euro chacun.

### **Note 3 Périmètre de consolidation**

Pour chacune des périodes présentées, le périmètre de consolidation se compose comme suit :

#### **% contrôle % contrôle**

#### **Entités 31-12-16 31-12-15 Activité**

Banque Delubac & Cie SCS Mère Mère Banque  
Cie Foncière du Confluent SCS 99,27 99,27 Foncière  
Delubac Immobilier EURL 100,00 100,00 Foncière  
Delubac Asset Management SAS 100,00 100,00 Gestion de portefeuille  
Foncière Francilienne de Locaux  
d'Entreprises SCI 45,00 45,00 Location de bureaux  
Haussmann Recouvrement SASU 100,00 100,00 Recouvrement de créances

Pour chacune des entités du périmètre, le % d'intérêts est identique au % de contrôle.

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un % de contrôle supérieur à 50% sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Un % de contrôle compris entre 20 et 50% confère au Groupe sur les entités une présomption d'influence notable. Ces entités sont dès lors susceptibles d'être consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, sauf exception facultative ou obligatoire prévues par le règlement CRC n° 99-07 respectivement aux paragraphes 1 000 et 101.

Les sociétés suivantes ne sont pas consolidées dans les états financiers consolidés des exercices 2016 et 2015 :

- Delubac Schor Bialkiewicz, détenue à 45,6%, ne présentant pas un caractère significatif eu égard à l'ensemble consolidé de la Banque Delubac & Cie (exception facultative prévue à l'article 1 000 du règlement n°99-07 du Comité de la Réglementation Comptable) ;
- FST Holding et FST SAS, détenues respectivement à 15% et 24%, le Groupe ne disposant pas de la minorité de blocage aux Assemblées de ces sociétés et n'étant pas représenté dans les organes de gestion.

### **Note 4 Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe**

#### **4.1 Règles d'évaluation des états financiers consolidés**

Les états financiers consolidés de l'exercice 2016 ainsi que les données comparatives de l'exercice 2015 présentés dans le présent document ont été établis conformément aux dispositions du règlement n°99-07 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF).

#### 4.2 Présentation des états financiers consolidés

Sauf exception mentionnée, les états financiers consolidés sont publiés en milliers d'euros (000 euros).

#### 4.3 Changements comptables

##### 4.3.1 Corrections d'erreur

Les corrections d'erreur résultent d'erreurs, d'omissions matérielles ou d'interprétations erronées au cours d'exercices antérieurs. A ce titre, il n'a été procédé à aucune correction dans les états financiers des exercices 2016 et 2015.

##### 4.3.2 Changements d'estimations et de modalités d'application

Une estimation est révisée si les circonstances sur lesquelles elle était fondée sont modifiées par suite de nouvelles informations ou d'une meilleure expérience. Les incidences des changements d'estimation sont enregistrées de manière prospective et n'affectent pas les capitaux propres consolidés. A ce titre, il n'a été procédé à aucun changement d'estimations et de modalités d'application dans les états financiers consolidés de l'exercice 2016. Dans les comptes sociaux de l'exercice 2015, il avait été réexaminé les hypothèses de calcul des indemnités de départ en retraite (Cf. Note 19).

##### 4.3.3 Changements de présentation des postes du bilan consolidé et des rubriques du compte de résultat consolidé

Dans un souci d'amélioration de la présentation de la situation financière et de la performance financière consolidées de la Banque Delubac & Cie, des reclassements peuvent être opérés au sein des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat consolidés. Aucun reclassement n'a été opéré dans les états financiers consolidés des exercices 2016 et 2015.

##### 4.3.4 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a été opéré dans les états financiers consolidés des exercices 2016 et 2015.

#### 4.4 Estimations et jugements comptables déterminants

Pour établir ses états financiers consolidés, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évaluation des actifs incorporels, corporels et financiers, des écarts d'acquisition et de leurs amortissements, des dépréciations et des provisions, des engagements envers le personnel ainsi que sur les impôts différés s'agissant des déficits fiscaux reportables.

#### 4.5 Application de nouveaux règlements comptables

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, il n'a été fait application d'aucun nouveau règlement comptable.

#### 4.6 Bases de préparation des états financiers consolidés

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente aux deux exercices présentés.

#### 4.7 Principes généraux de consolidation

##### (i) Périmètre de consolidation

Le Groupe est constitué de la Société, l'entreprise consolidante, des entreprises contrôlées intégralement et proportionnellement ou sous influence notable.

##### Entreprises sous contrôle exclusif

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ; l'entreprise consolidante est présumée avoir effectué cette désignation lorsqu'elle dispose d'une fraction supérieure à 40% des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet ; l'influence dominante existe dès lors que, dans les conditions décrites ci-dessus, l'entreprise consolidante a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs, passifs ou éléments de hors-bilan de la même façon qu'elle contrôle ce même type d'éléments dans sa propre entité. En l'absence de tels contrats ou clauses statutaires, il est également présumé qu'une entreprise consolidante exerce une influence dominante sur un établissement de crédit ou une autre entreprise dès lors qu'elle détient au moins 20 % des droits de vote et qu'il n'existe pas d'autres actionnaires ou ensemble d'actionnaires détenant un pourcentage de droit de vote supérieur au sien.

##### Entreprises sous contrôle conjoint

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- un nombre limité d'associés ou d'actionnaires partageant le contrôle ; le partage du contrôle suppose qu'aucun associé ou actionnaire n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres ; l'existence d'un contrôle conjoint n'exclut pas la présence d'associés ou d'actionnaires minoritaires ne participant pas au contrôle conjoint ;
- un accord contractuel qui :
  - . prévoit l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entreprise exploitée en commun,
  - . établit les décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise exploitée en commun et qui nécessitent le consentement de tous les associés ou actionnaires participant au contrôle conjoint.

##### Entreprises sous influence notable

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise est présumée lorsque l'entreprise consolidante dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entreprise.

### Détermination du contrôle et de l'influence notable

#### *Détention directe et indirecte*

Le contrôle exclusif et l'influence notable s'entendent, dans tous les cas, directement ou indirectement. Ainsi pour l'appréciation des droits de vote dont dispose une entreprise dans les assemblées d'une autre entreprise, il doit être fait masse de l'ensemble des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par l'entreprise consolidante et par toutes les entreprises qu'elle contrôle de manière exclusive.

#### *Calcul de la fraction des droits de vote détenus*

Pour le calcul de la fraction des droits de vote détenus, il convient de tenir compte des actions à droit de vote double, des certificats de droit de vote créés lors de l'émission de certificats d'investissement et, s'il y a lieu, des titres faisant l'objet d'engagements ou de portage fermes détenus pour le compte de l'entreprise consolidante.

Le terme "portage" recouvre un ensemble d'opérations par lesquelles une entreprise a l'obligation d'acheter des titres à un porteur au terme d'une période et à un prix déterminé à l'avance, ce porteur ayant l'obligation de les lui vendre.

Ces titres sont considérés comme détenus pour le compte de l'entreprise consolidante, si les spécificités de l'engagement ferme ou du contrat de portage ferme la rendent titulaire des prérogatives essentielles attachées à ces titres. Pour déterminer la nature et l'importance du contrôle ou de l'influence notable, le titulaire des droits relatifs au contrôle des titres faisant l'objet du portage prend également en compte les autres titres de l'entreprise considérée qu'il détient par ailleurs.

#### *Entités ad hoc*

Une entité ad hoc est une structure juridique distincte, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une entreprise. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette entreprise, par mise à disposition d'actifs ou fourniture de biens, de services ou de capitaux.

Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entreprises contrôlées ont en substance, notamment en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, le contrôle de l'entité.

Afin de déterminer l'existence de ce contrôle, il est nécessaire d'apprécier l'économie d'ensemble de l'opération à laquelle l'entité ad hoc participe et d'analyser les caractéristiques de la relation entre cette dernière et l'entité consolidante.

Il convient de distinguer la situation dans laquelle le pouvoir de décision sur les activités courantes correspond à une relation fiduciaire avec une gestion pour compte de tiers et dans l'intérêt des différentes parties, aucune d'entre elles ne contrôlant l'entité de manière exclusive, de la situation dans laquelle ce pouvoir n'est exercé que dans le seul intérêt de l'entreprise consolidante.

Dans cette optique, les critères suivants sont pris en considération :

- l'entreprise dispose en réalité des pouvoirs de décision, assortis ou non des pouvoirs de gestion sur les activités courantes de l'entité ad hoc ou sur les actifs qui la composent, même si ces pouvoirs ne sont pas effectivement exercés. Elle a par exemple la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts, ou au contraire de s'opposer formellement à leur modification ;
- l'entreprise a, de fait, la capacité de bénéficier de la majorité des avantages économiques de l'entité, que ce soit sous forme de flux de trésorerie ou de droit à une quote-part d'actif net, de droit de disposer d'un ou plusieurs actifs, de droit à la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- l'entreprise supporte la majorité des risques relatifs à l'entité ; tel est le cas si les investisseurs extérieurs bénéficient d'une garantie de la part de l'entité ou de l'entreprise, leur permettant de limiter de façon importante leur prise de risques.

### Cas particulier des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)

En ce qui concerne la consolidation des OPCVM contrôlés, le Groupe applique les dispositions comptables décrites dans le communiqué du Conseil national de la comptabilité du 8 février 2005.

Un OPCVM contrôlé doit être consolidé si l'une ou plusieurs des conditions suivantes ne sont pas remplies :

- l'OPCVM ne réalise pas d'opérations directes ou indirectes sur les instruments financiers émis par l'investisseur ;
- l'OPCVM réalise exclusivement des placements financiers qui n'ont pas un caractère stratégique pour l'investisseur ;
- l'investisseur ne tire aucun avantage et ne supporte aucun risque, directement ou indirectement, autres que ceux normalement associés aux placements dans l'OPCVM et ceci proportionnellement à sa participation (par exemple : réalisation d'opérations hors conditions du marché) ;
- l'OPCVM ne comporte pas d'endettement ou d'engagements passifs hormis ceux résultant de ses opérations courantes.

Lorsque par exception, au regard des conditions énumérées ci-dessus, certains OPCVM ne sont pas consolidés, le Groupe présente dans les notes annexes aux états financiers consolidés toute information complémentaire (valeur liquidative, montant de l'actif net...).

### Exclusion du périmètre de consolidation

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque :

- dès leur acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure en raison notamment :
  - . d'opération de portage lorsque l'entreprise consolidante ou l'une des sociétés du Groupe joue le rôle de porteur,
  - . ou d'opération d'assistance financière, d'assainissement ou de sauvetage.

Toutefois si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée ;

- des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement :

- . le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ;

- . les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des états financiers consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles avec ceux qui sont fixés pour la mise à disposition des documents annuels d'information financière aux Commissaires aux comptes.

Une entreprise considérée comme non significative au regard de l'ensemble consolidé peut être exclue du périmètre de consolidation lorsqu'elle ne représente, seule ou avec d'autres, qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle que doivent donner les états financiers consolidés.

Lorsqu'une entreprise est ainsi exclue du périmètre de consolidation, ses titres sont comptabilisés en "Titres de participation" dans les états financiers consolidés.

### Dates d'entrée et de sortie dans le périmètre de consolidation

L'entrée dans le périmètre de consolidation est effective :

- soit à la date d'acquisition des titres par l'entreprise consolidante ;
- soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable, si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois ;
- soit à la date prévue par le contrat si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.

Une entreprise sort du périmètre de consolidation à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

### (ii) Procédures et méthodes de consolidation

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date, soit le 31 décembre de chaque exercice. Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- l'intégration globale, pour les entreprises sous contrôle exclusif y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entreprises sous contrôle conjoint y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante ;
- la mise en équivalence, pour les entreprises sous influence notable et celles sous contrôle exclusif ou conjoint ayant une structure de comptes différente et dont l'activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés, les "Intérêts minoritaires" ;

- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées dans les conditions énoncées ci-après.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;

- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées dans les conditions énoncées ci-après.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;

- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale**

#### **(i) Opérations n'affectant pas le résultat consolidé**

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et les charges sont éliminés dans leur totalité.

Sont également éliminés, les engagements hors bilan réciproques des entreprises consolidées ainsi que les engagements hors bilan faisant double emploi avec les créances ou dettes correspondantes figurant aux bilans d'autres entreprises consolidées.

#### **(ii) Opérations affectant le résultat consolidé (résultats internes)**

L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et moins-values est pratiquée à 100 % puis répartie entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires de l'entreprise ayant réalisé le résultat.

Toutefois, en cas d'élimination de pertes, le Groupe s'assure que la valeur de l'actif cédé n'est pas supérieure à la valeur actuelle de cet élément. Dès lors :

- la perte de cession à caractère interne est éliminée même lorsqu'elle représente une réelle perte de valeur ;
- la perte réelle de valeur, déterminée en fonction des règles générales de dépréciation des actifs, donne lieu à la constatation d'une dépréciation pouvant être reprise si l'actif continue d'être utilisé, soit d'un amortissement exceptionnel si l'actif cesse d'être utilisé.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener à leur valeur d'entrée dans le bilan consolidé.

L'impôt sur les bénéfices est corrigé de l'incidence de l'élimination des résultats internes.

Les dividendes intra Groupe sont également éliminés en totalité, y compris les dividendes qui portent sur des résultats antérieurs à la première consolidation.

Sont également éliminés en totalité, les dotations aux dépréciations des titres participation constituées par l'entreprise détentrice des titres et, le cas échéant les provisions constituées en raison de pertes subies par les entreprises contrôlées de manière exclusive.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale et les entreprises consolidées par intégration proportionnelle**

#### **(i) Opérations n'affectant pas le résultat consolidé**

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. La différence entre le montant ainsi éliminé et le montant de ces dettes et de ces créances est assimilée à une dette ou à une créance envers les entreprises extérieures au groupe.

#### **(ii) Opérations affectant le résultat consolidé (résultats internes)**

En cas de cession par une entreprise intégrée globalement à une entreprise intégrée proportionnellement, l'élimination est limitée au pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. Il en est de même en cas de cession par une entreprise intégrée proportionnellement à une entreprise intégrée globalement.

Les dotations aux comptes de dépréciation des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres, en raison des pertes subies par les entreprises intégrées proportionnellement, sont éliminées en totalité.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale et les entreprises dont les titres sont mis en équivalence**

Les résultats internes sont totalement éliminés selon les mêmes principes que ceux décrits ci-avant.

Sont éliminés, à hauteur du pourcentage de participation détenu par le Groupe dans le capital de l'entreprise mise en équivalence, les résultats provenant d'opérations (pertes et profits, plus ou moins-values, dividendes) réalisées entre cette entreprise et celles dont les comptes sont intégrés globalement.

Les dotations aux dépréciations des titres participation constituées par l'entreprise détentrice des titres et, le cas échéant les provisions constituées en raison de pertes subies par les entreprises dont les titres sont mis en équivalence, sont éliminées en totalité.

#### **(iii) Méthodes d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont pour objectif de donner une représentation homogène de l'ensemble formé par les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation. Il est tenu compte des caractéristiques propres à la consolidation :

- prédominance de la substance sur l'apparence ;
- rattachement des charges aux produits ;
- élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale (sont notamment reprises sur les réserves et le résultat consolidés les provisions pour amortissements dérogatoires pour leurs montants nets d'impôt sur les sociétés).

Les états financiers consolidés sont établis suivant les méthodes définies par le Groupe. Ces méthodes sont homogènes pour l'ensemble des entreprises incluses dans le champ de la consolidation et sont conformes :

- aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit ;
- ainsi qu'aux méthodes d'évaluation qui s'appliquent aux états financiers consolidés par dérogation aux méthodes applicables aux comptes annuels des établissements de crédit.

Le groupe Delubac & Cie applique une méthode considérée comme préférentielle, s'agissant de la comptabilisation des prestations de retraite et des prestations assimilées telles que les indemnités de fin de carrière. Ces indemnités versées à la date du départ en retraite sont provisionnées et prises en

compte dans le résultat consolidé sur la durée d'activité des salariés. La méthode du corridor est appliquée concernant les écarts actuariels non comptabilisés à la clôture de chaque exercice.

S'agissant des contrats de location financement (crédit-bail), le Groupe applique également une méthode considérée comme préférentielle. Ces opérations sont comptabilisées au bilan consolidé sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant et au compte de résultat consolidé sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière. En outre, les plus-values à l'occasion d'opérations de cession-bail sont étalées sur la durée du contrat, lorsque le bien est repris à bail, directement ou par personne interposée, dans le cadre d'une opération de location financement.

#### 4.8 Monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à la date de clôture en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les éléments monétaires, tels que définis par la norme IAS 21, correspondent aux liquidités et aux éléments d'actif et de passif devant être encaissés ou payés par des montants fixes ou déterminables.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Le Groupe ne contrôle ni n'exerce d'influence notable sur une entité étrangère dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro.

#### 4.9 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### 4.10 Dépréciation au titre du risque de crédit avéré

Les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit sur encours individuels sont similaires à ceux retenus par la réglementation comptable française pour considérer un encours comme douteux.

En application du règlement n° 2002-03 du CRC, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Delubac & Cie de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, et nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux.

Le déclassement des crédits en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par "contagion", un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, malgré l'existence de garanties.

Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en "Coût du risque".

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

#### 4.11 Portefeuille titres

Les titres sont classés en fonction de leur nature (obligations et autres titres à revenus fixes, actions et autres titres à revenu variable) et de leur portefeuille de destination (transaction, placement, investissement, titres de participation).

Pour chaque catégorie de portefeuille, les règles de classement et d'évaluation appliquées, conformément aux dispositions du règlement amendé n° 90-01 du CRC relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, modifié par le règlement n° 2008-17 du CRC, sont les suivantes.

##### Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction l'ensemble des interventions sur des marchés liquides, effectués dès l'origine dans le but de les revendre ou de les placer auprès de la clientèle, à brève échéance. A la clôture de l'exercice, les titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté en compte de résultat.

##### Titres de placement

Il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et de filiales, les autres titres détenus à long terme et les titres de l'activité de portefeuille.

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont inscrits, le cas échéant dans des comptes rattachés.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres est estimée sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et d'après leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes issues de cette évaluation donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie "titres d'investissement" si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention,
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Delubac & Cie a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

##### Titres d'investissement



Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance et financés par des ressources permanentes affectées. La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

Conformément à l'article 7 du règlement CRC n°90-01, les titres d'investissement sont des titres qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de transaction" ou de la catégorie "Titres de placement".

Lors de l'arrêté comptable, les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, ne font pas l'objet de dépréciation. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

#### **Titres de participation et de filiales**

Sont considérés comme titres de participation et de filiales les titres de sociétés dont une fraction du capital (10 % à 50 % pour les participations, plus de 50 % pour les filiales) est détenue de façon durable.

Ils sont comptabilisés à leur prix de revient, frais d'acquisition inclus.

#### **Autres titres détenus à long terme**

Sont considérés comme des autres titres détenus à long terme les investissements réalisés par le groupe Delubac & Cie dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion.

Ces titres sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

#### **Présentation des participations et des autres titres détenus à long terme**

Les actions et autres titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise et créent un lien durable avec celle-ci sont présentés dans le poste "Participations et autres titres détenus à long terme" à l'exception de ceux détenus inscrits dans la rubrique "Parts dans les entreprises liées".

Une entité est considérée comme liée à une autre, lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

#### **Évaluation des participations et des autres titres détenus à long terme**

À la clôture de l'exercice, il est procédé à une estimation de la valeur des titres sur la base de leur valeur d'usage, déterminée selon plusieurs critères, notamment la méthode des flux futurs de trésorerie, également désignée sous le terme de "Discounted Cash Flow" (DCF).

Cette méthode consiste à calculer, par actualisation, la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus d'une activité. Elle repose sur la mise en perspective de l'ensemble des hypothèses sous-jacentes à une valorisation (croissance, rentabilité, investissements) et ce, sur une longue période, les flux de trésorerie étant modélisés, puis projetés sur le long terme.

Selon cette approche, la valeur d'entreprise correspond à la somme de ses cash-flows disponibles prévisionnels, actualisés au coût moyen pondéré du capital engagé.

Les moins-values latentes, égales à la différence entre la valeur comptable et la valeur d'entreprise ainsi obtenue, font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas comptabilisées.

#### **Titres d'autocontrôle**

Aux termes du règlement CRC n°99-07, les titres d'autocontrôle sont les titres émis par l'entreprise consolidante détenus :

- soit par elle-même,
- soit par les entreprises contrôlées.

Les titres d'autocontrôle détenus par l'entreprise consolidante elle-même est sans impact sur le calcul des pourcentages d'intérêts dans l'entreprise consolidante et dans les autres entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. En revanche, la détention des titres de l'entreprise consolidante par une entreprise contrôlée mais non détenue à 100% induit une participation circulaire ou réciproque (voire croisée) à l'intérieur du Groupe générant une diminution des pourcentages d'intérêts dans l'entreprise consolidante et dans les autres entreprises consolidées.

Le classement de ces titres est fonction de la destination qui leur est donnée dans les comptes individuels de l'entreprise détentrice :

- les titres d'autocontrôle classés en titres immobilisés dans les comptes individuels sont portés en diminution des capitaux propres consolidés et figurent distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés ;
- les titres d'autocontrôle qui figurent en titres de placement dans les comptes individuels sont maintenus dans ce poste dans les états financiers consolidés.

Toutefois, les titres d'autocontrôle détenus par l'entreprise consolidante elle-même ne sont classés en titres de placement que si ces titres ont été quantifiés et affectés à la régularisation du cours de bourse ou à l'attribution des salariés (avis 98-D du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité) :

- de manière explicite,
- et dès l'origine.

Dès lors que les titres d'autocontrôle ont été imputés sur les capitaux propres consolidés, toute provision pour dépréciation de ces titres constatée dans les comptes individuels de l'entreprise détentrice de ces titres, est annulée en consolidation :

- soit par le résultat de l'exercice si elle est dotée au cours de cet exercice ;
- soit par les réserves si elle a été dotée au cours d'exercices antérieurs.

Les dividendes provenant des titres d'autocontrôle sont éliminés par virement aux réserves consolidées de l'entreprise bénéficiaire de la distribution.

Cette règle ne concerne que les dividendes provenant des titres d'autocontrôle, les titres propres détenus par l'entreprise consolidante n'ouvrant pas droit aux dividendes.

En cas de cession de titres d'autocontrôle, détenus par l'entreprise consolidante elle-même ou par une entreprise contrôlée, la plus ou moins-value correspondante est également imputée sur les capitaux propres si ces titres l'avaient été. Il en est de même de l'impôt correspondant à la plus-value réalisée.

Conformément à l'article 2 du règlement n°90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif aux fonds propres, les titres d'autocontrôle viennent en déduction des fonds propres réglementaires.

#### **Revenus du portefeuille titres**

Les revenus des actions, dividendes et acomptes sur dividendes, sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement. Les revenus des obligations sont inscrits prorata temporis en résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

#### **Résultats sur cessions de titres**

Les plus ou moins-values sont déterminées par rapport à la valeur brute des titres cédés, les frais de cession étant imputés sur le résultat de cession. Les éventuelles dépréciations de ces titres sont alors reprises au compte de résultat.

#### **4.12 Participations dans les entreprises mises en équivalence**

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminés d'après les règles de consolidation.

La variation des capitaux propres retraités des entreprises mises en équivalence, pouvant provenir de diverses causes (résultat, distribution de bénéfices, opérations sur le capital...), augmente ou diminue la valeur des titres mis en équivalence à clôture de l'exercice précédent.

Le compte de résultat consolidé reprend sur une ligne spécifique intitulée "Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence", la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

Lorsque la quote-part de l'entreprise détentrice des titres dans les capitaux propres négatifs d'une entreprise dont les titres sont mis en équivalence vient à dépasser la valeur comptable de sa participation, celle-ci est retenue pour une valeur nulle, l'entreprise détentrice cessant de comptabiliser des quotes-parts de pertes.

Cependant, lorsque l'entreprise détentrice des pertes a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions inscrite au passif du bilan consolidé. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les résultats de l'entreprise mise en équivalence.

Conformément à l'article 7 du règlement n°90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif aux fonds propres, les titres mis en équivalence sont déduits des fonds propres réglementaires pour leur valeur comptable consolidée hors écarts d'acquisition déduits par ailleurs.

#### **4.13 Entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation**

##### **Ecart d'acquisition - Actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables**

#### **4.13.1 Intégration globale et intégration proportionnelle**

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte de sa prise de contrôle (exclusif ou conjoint) par le Groupe quelles que soient les modalités juridiques de l'opération.

Conformément au principe d'importance relative, une entreprise n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, ne présente pas, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées un caractère significatif par rapport aux états financiers consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Lorsque cette entreprise devient significative, les valeurs d'entrée et l'écart d'acquisition sont déterminés comme si cette première consolidation était intervenue effectivement à la date de la prise de contrôle.

Le caractère significatif est déterminé par référence notamment au produit net bancaire consolidé. Toutefois, le Groupe peut être amené à consolider une entreprise nouvellement créée et sous contrôle s'il considère qu'il s'agit d'un investissement stratégique.

##### **(i) Coût d'acquisition des titres**

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur (estimation à leur valeur de négociation des liquidités, actifs ou titres émis par une entreprise comprise dans la consolidation), majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais d'émission des titres, honoraires versés aux consultants et experts externes participant à l'opération) nets de l'économie d'impôts correspondante.

Lorsque le paiement est différé ou étalé, le coût d'acquisition est actualisé si les effets de l'actualisation sont significatifs.

Si la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction est inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable. Si ces événements futurs ne se produisent pas, ou s'il est nécessaire de revoir l'estimation, le coût d'acquisition est ajusté avec les répercussions correspondantes sur l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est également corrigé lorsqu'une éventualité affectant le montant du prix d'acquisition se résout postérieurement à la date d'acquisition.

##### **(ii) Identification des actifs, passifs et éléments de hors bilan**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition, sauf application de la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement CRC n°2000-08.

Lors de la première consolidation d'une entreprise, le Groupe procède, dans un délai (délai d'affectation) n'excédant pas la clôture de l'exercice suivant celui de l'exercice d'acquisition, à l'évaluation à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation de l'ensemble de ses éléments identifiables (actifs et passifs acquis). Lors de la première clôture suivant l'acquisition, une évaluation provisoire est réalisée pour les éléments dont l'estimation est suffisamment fiable.

Si de nouvelles informations conduisent, avant la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation, à une nouvelle appréciation des valeurs fixées lors de l'entrée dans le bilan consolidé, celles-ci sont modifiées. Il en découle automatiquement une modification de la valeur brute et des amortissements cumulés de l'écart d'acquisition.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les éléments incorporels, tel peut être le cas notamment d'un fonds commercial représentatif des relations instituées avec la clientèle à travers par exemple le réseau de distribution, les différents services ou produits proposés.

Toutefois, un actif incorporel n'est susceptible d'être inscrit séparément au bilan consolidé que si son évaluation peut être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur des avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager ou sur sa valeur de marché s'il en existe une.

Ne sont pas considérés comme des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise :

- les écarts d'acquisition résiduels figurant au bilan consolidé de l'entreprise acquise ;
- les éléments incorporels des fonds commerciaux dès lors qu'ils ne répondent pas aux conditions définies ci-avant ;
- les Fonds pour Risques Bancaires Généraux.

##### **(iii) Valeur d'entrée des actifs, passifs et éléments de hors bilan**

Le montant résultant de l'évaluation des actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables constitue leur nouvelle valeur brute, ces éléments faisant l'objet d'une évaluation individuelle. Cette nouvelle valeur brute sert de base aux calculs ultérieurs des plus ou moins-values en cas de cession, ainsi que des dotations aux amortissements et aux dépréciations qui seront enregistrés dans les résultats consolidés. Les provisions pour risques et charges enregistrées à la date de première consolidation constituent la base à partir de laquelle seront déterminées les dotations et reprises ultérieures de provisions.

Est appelé "Ecart d'évaluation", la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable d'un même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

#### **Méthodes d'évaluation retenues**

La détermination de la valeur d'entrée des actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables au bilan consolidé est fonction de l'usage prévu par le Groupe. Les éléments sont classés en deux catégories en vue de procéder à leur évaluation :

- les actifs, passifs et éléments de hors bilan non destinés à l'exploitation ;
- les actifs, passifs et éléments de hors bilan destinés à l'exploitation.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan non destinés à l'exploitation, destinés à être revendus ou transférés à la suite du rachat de l'entreprise acquise ou les éléments non nécessaires à l'exploitation, sont évalués à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité pour l'entreprise consolidante. Celle-ci correspond au prix qu'elle aurait accepté de payer par ensemble cohérent d'éléments si elle les avait acquis séparément, compte tenu de l'usage qu'elle compte en faire.

Dès lors que la réévaluation des éléments traduit une différence temporaire entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, une dette ou une créance d'impôts différés attachée à l'écart de réévaluation est enregistrée.

Les droits des minoritaires sont déterminés sur la base de l'actif net réévalué de l'entreprise acquise (méthode de la ré estimation totale des actifs et des passifs).

#### **Suivi ultérieur des valeurs d'entrée**

Au-delà du délai d'affectation, les plus ou moins-values, ainsi que les dotations ou reprises de provisions constatées par rapport aux valeurs attribuées lors de la première consolidation, contribuent au résultat consolidé, sans que l'écart d'acquisition en soit affecté.

Il en est de même pour les économies d'impôt réalisées au-delà du délai du fait que des actifs d'impôts différés n'avaient pas été considérés comme identifiables lors de l'opération.

Les valeurs ré estimées qui se révèlent injustifiées par suite d'une erreur, et non par suite d'un changement d'estimation, lors de la première consolidation sont corrigées avec pour contrepartie une modification rétroactive de l'écart d'acquisition.

#### **(iv) Traitement comptable de l'écart d'acquisition**

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part revenant au Groupe dans l'évaluation totale des actifs et des passifs selon les modalités définies ci-avant constitue l'écart d'acquisition.

#### **Écart d'acquisition positif**

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé sous la rubrique "Ecart d'acquisition" et amorti sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Des changements significatifs défavorables intervenus dans les éléments qui ont servi à déterminer le plan d'amortissement conduisent à un amortissement exceptionnel ou à la modification du plan d'amortissement. Si des changements significatifs favorables interviennent, ceux-ci conduisent à une modification du plan d'amortissement futur à l'exclusion de toute reprise d'amortissement.

Les dotations aux amortissements de l'écart d'acquisition sont présentées sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé.

En l'absence de précision du règlement CRC n°99-07 sur les modalités de détermination de la valeur d'inventaire (valeur recouvrable) de l'écart d'acquisition et par conséquent de l'amortissement exceptionnel, le Groupe se réfère aux modalités de dépréciation préconisées par la norme IAS 36 sur les dépréciations d'actifs.

Conformément à la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, les éléments incorporels non identifiables des fonds de commerce acquis sont assimilés à des écarts d'acquisition et amortis en conséquence dans les états financiers consolidés.

Conformément à l'article 7 du règlement n°90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif aux fonds propres, les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé sont portés en déduction des fonds propres réglementaires.

#### **Écart d'acquisition négatif (badwill)**

L'écart d'acquisition négatif correspond soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise.

Sauf cas exceptionnels, la constatation d'écarts d'évaluation positifs ne doit pas avoir pour conséquence de faire apparaître un écart d'acquisition négatif.

L'excédent négatif est présenté au passif du bilan dans la rubrique "Provisions". Il est rapporté au résultat consolidé sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. Les reprises de l'écart d'acquisition sont présentées au résultat consolidé sur la même ligne que les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition positifs.

#### **(v) Prise de contrôle exclusif d'une entreprise par lots**

#### **Intégration globale d'une entreprise précédemment non consolidée**

Le coût d'acquisition total des titres (acquisition initiale et acquisitions complémentaires donnant le contrôle exclusif) est déterminé conformément aux règles décrites ci-avant.

Les actifs et les passifs sont identifiés et évalués, à la date de prise de contrôle, conformément aux règles décrites ci-avant.

La différence entre le coût d'acquisition total des titres et la valeur d'entrée des actifs et des passifs identifiables constitue l'écart d'acquisition.

#### **Intégration globale d'une entreprise précédemment consolidée par mise en équivalence**

Le coût d'acquisition total des titres (acquisition initiale et acquisitions complémentaires donnant le contrôle exclusif) est déterminé conformément aux règles décrites ci-avant.

Les actifs et les passifs sont identifiés et évalués, à la date de prise de contrôle, conformément aux règles décrites ci-avant. L'écart de réévaluation éventuel par rapport à la quote-part de capitaux propres antérieurement consolidée par mise en équivalence est porté directement dans les réserves consolidées.

#### **4.13.2 Mise en équivalence**

A la date de première consolidation, la mise en équivalence consiste à substituer, à la valeur comptable des titres, la quote-part qu'ils représentent dans les capitaux propres de l'entreprise consolidée. Ces capitaux propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs identifiables selon les règles définies pour l'intégration globale. L'écart qui en résulte est un écart d'acquisition présenté selon les mêmes modalités que les écarts d'acquisition définis dans le cadre de l'intégration globale.

#### **4.14 Variations des pourcentages de participation**

##### **(i) Augmentation du pourcentage de détention d'une entreprise déjà intégrée globalement**

Les acquisitions complémentaires de titres ne remettent pas en cause les évaluations des actifs et des passifs identifiés, déterminés à la date de la prise de contrôle. L'écart dégagé est affecté en totalité en écart d'acquisition.

Si le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part qu'il représente dans les valeurs des éléments des actifs et des passifs identifiés, un écart négatif est dégagé. Le Groupe examine alors la nécessité de constituer une provision. L'écart négatif restant est imputé sur l'écart positif dégagé lors de la première consolidation par intégration globale et, s'il subsiste un solde négatif, celui-ci est présenté au passif du bilan et est rapporté au résultat consolidé sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de la dernière acquisition.

##### **(ii) Cession d'un pourcentage de détention d'une entreprise déjà intégrée globalement**

##### **Cession totale**

La sortie du périmètre de consolidation s'effectue à la date du transfert de contrôle à l'entreprise acquéreuse.

Le compte de résultat consolidé retrace les produits réalisés et les charges supportées par l'entreprise cédée jusqu'à la date de transfert du contrôle.

Le résultat de cession est constaté à la date où le Groupe a transféré le contrôle de l'entreprise précédemment contrôlée. Une moins-value est toutefois enregistrée dès qu'elle est probable.

La plus ou moins-value de cession est calculée à partir de la dernière valeur en consolidation de l'entreprise comprenant le résultat jusqu'à la date de cession, l'écart d'acquisition résiduel non amorti et, le cas échéant, l'écart de conversion inscrit dans les capitaux propres, part du Groupe.

#### **Cession partielle**

Dans le cas d'une cession partielle de titres d'une entreprise restant consolidée par intégration globale, l'ensemble des éléments concourant à la détermination de la plus ou moins-value (y compris une quote-part de l'écart d'acquisition et de l'écart de conversion) est pris en compte au prorata de la cession réalisée pour déterminer le résultat de cession.

Dans le cas d'une cession partielle d'une entreprise restant consolidée mais par mise en équivalence, la prise en compte du résultat de cession s'effectue de la même manière que celle décrite précédemment. Les actifs et les passifs cessent d'être intégrés à la date de transfert du contrôle.

Dans le cas d'une entreprise venant à être déconsolidée, la valeur comptable de la participation conservée, y compris l'écart d'acquisition résiduel à la date du transfert de contrôle, est dès lors considérée comme son coût d'entrée. La valeur comptable de la participation est égale à la quote-part de capitaux propres que les titres représentent.

#### **Augmentation du capital d'une entreprise sous contrôle exclusif**

Le cas d'une diminution du pourcentage d'intérêts consécutive à une augmentation de capital de l'entreprise sous contrôle exclusif inégalement souscrite par ses associés, dont certains ne font pas partie du Groupe, est assimilé à une cession partielle et se traduit par la constatation de la plus ou moins-value dégagée.

Le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêts consécutive à une augmentation de capital de l'entreprise sous contrôle exclusif inégalement souscrite par ses associés, dont certains ne font pas partie du Groupe, est assimilé à une acquisition partielle et se traduit par la constatation d'un écart d'acquisition.

#### **(iii) Reclassement de titres à l'intérieur du Groupe**

Si l'opération fait intervenir deux entreprises intégrées globalement, la plus ou moins-value en résultant est de caractère interne et est éliminée en totalité, avec répartition entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires de l'entreprise ayant réalisé un résultat. Les actifs sont maintenus à la valeur qu'ils avaient déjà dans les états financiers consolidés.

Le traitement des modifications de pourcentages d'intérêts liés au transfert total ou partiel des titres d'une entreprise consolidée entre deux entreprises consolidées par intégration globale mais détenues avec des taux d'intérêts différents n'affecte pas le résultat consolidé.

La variation éventuelle des intérêts minoritaires résultant du reclassement trouve sa contrepartie dans une variation des réserves consolidées sans impact sur le résultat. Ce traitement s'applique également aux reclassements d'actifs.

#### **4.15 Actifs et passifs d'impôts différés**

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont classés dans le bilan consolidé respectivement dans les rubriques d'actifs et de passifs divers.

#### **4.16 Immobilisations incorporelles et corporelles**

##### **Immobilisations incorporelles**

###### **(i) Actifs**

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

###### **(ii) Dépenses ultérieures**

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

###### **(iii) Amortissements et dépréciations**

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée. Les droits au bail ne donnent pas lieu à amortissement.

Les durées d'utilité estimées des logiciels sont comprises entre 1 et 10 ans.

Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat. Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Conformément à l'article 2 du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif aux fonds propres, les actifs incorporels, à l'exception des droits au bail, viennent en déduction des fonds propres réglementaires.

##### **Immobilisations corporelles**

###### **(i) Actifs**

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

###### **(ii) Dépenses ultérieures**

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

###### **(iii) Amortissements et dépréciations**

Les terrains ne donnent pas lieu à amortissement.

Dès qu'elles sont en l'état d'être utilisées selon les modalités prévues, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité, principalement suivant le mode linéaire.

Le cas échéant la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilité différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions

- . Structure 25 à 60 ans
- . Composants
  - Gros œuvre 25 à 60 ans
  - Façade, étanchéité 25 à 40 ans
  - IGT 15 à 30 ans
  - Agencements 10 à 15 ans
  - Installations techniques 5 à 30 ans
  - Matériel et outillage industriels 5 ans
  - Matériel de transport 5 ans
  - Matériel de bureau 5 ans
  - Matériel informatique 3 ans
  - Mobilier de bureau 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs font l'objet d'une revue annuelle. Dans le cas où il convient de modifier ces données, le plan d'amortissement est modifié de manière prospective.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat. Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées.

Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

#### **4.17 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et dettes à terme ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts à la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **4.18 Provisions**

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle s'éteindra par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Le montant estimé de la sortie de ressources est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Dans les comptes du groupe Delubac & Cie, les provisions sont constituées au titre de litiges et de risques divers.

#### **4.19 Avantages du personnel**

##### **Régimes à cotisations définies**

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

##### **Régimes à prestations définies**

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ volontaire, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'âge de départ est calculé en fonction de l'année de naissance du salarié et du nombre de trimestres restant à acquérir compte tenu d'un âge moyen de début d'activité de vingt ans.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui modifient le montant des engagements.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés (Cf. Note 19 sur les "Provisions") sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels.

Pour l'évaluation du passif au titre des prestations définies, une fraction des écarts actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges si ces écarts cumulés non comptabilisés à la fin de la période précédente excèdent la plus grande des deux valeurs ci-dessous :

- 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture (avant déduction éventuelle des actifs du régime),
- et 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

La fraction des écarts actuariels à comptabiliser est l'excédent, déterminé selon le paragraphe ci-dessus, divisé par la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ce régime.

La charge de l'exercice est comptabilisée en "Charges de personnel" pour le coût des services rendus et le coût de l'actualisation du passif.

##### **Médailles du travail**

La convention collective applicable ne prévoit aucune gratification concernant les médailles du travail et aucun usage n'a été créé par le Groupe en la matière. Dès lors, il n'est pas constitué de provision à ce titre.

#### **4.20 Fonds de garantie mutuelle**

Ce fonds fonctionne entre les clients bénéficiant d'un concours bancaire de la Banque Delubac & Cie et qui ont contribué à l'alimenter. La Banque Delubac & Cie est propriétaire du fonds dont elle assure la gestion et se reconnaît débitrice entre les co-garants d'un capital d'égal montant diminué des sommes qui auraient servi à couvrir les pertes. Sont considérées comme pertes, les créances échues non encaissées augmentées des intérêts et indemnités de retard, des frais de recouvrement et de poursuite.

La somme à revenir à chaque co-garant est arrêtée à la fin de l'année civile au cours de laquelle le concours bancaire qui lui a été consenti a pris fin et qu'il a rempli tous les engagements pris à ce titre.

#### **4.21 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)**

##### **Définition des FRBG**

Aux termes de l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, "Pour les établissements assujettis autres que ceux soumis aux normes IFRS, les fonds pour risques bancaires généraux sont les montants que les dirigeants responsables au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier décident d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires."

En pratique, les FRBG couvrent notamment les éléments suivants :

- Risque général de crédit
- Risques opérationnels
- Risque épargne logement

**Traitement comptable des FRBG**

Les FRBG sont dotés et repris par le compte de résultat. Les dotations et les reprises sont inscrites sur une ligne spécifique du résultat et ne concourent pas à la formation du "produit net bancaire".

Les risques couverts par les FRBG ne sont pas identifiés. Si tel était le cas, ces risques devraient faire l'objet de provisions inscrites au passif du bilan avant les capitaux propres.

En application des principes généraux, les FRBG n'étant pas rattachables à des risques identifiés, les dotations sont considérées sur le plan fiscal comme des charges non déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Dans les états financiers consolidés, les FRBG sont présentés avant les intérêts minoritaires et le sous-total "Capitaux propres - Part du Groupe (hors FRBG)".

**4.22 Intérêts minoritaires**

Les intérêts minoritaires figurent au bilan consolidé sur une ligne spécifique. Ils comprennent notamment :

- leur quote-part dans l'actif net et le résultat net consolidés des entreprises intégrées globalement,
- leur quote-part dans les écarts de réévaluation sur les actifs et passifs identifiés à la date d'entrée des entreprises intégrées globalement dans le périmètre de consolidation.

Le résultat enregistre leur quote-part dans le résultat net consolidé sur une ligne spécifique du compte de résultat avant le résultat net consolidé revenant au Groupe.

Les intérêts minoritaires débiteurs sont attribués à la part du Groupe, sauf si les actionnaires minoritaires ont l'engagement et la capacité à couvrir leur quote-part de pertes.

A l'exception de la filiale Compagnie Foncière du Confluent, l'ensemble des pourcentages d'intérêts du Groupe dans ses filiales est de 100 %. Dès lors, il n'est reconnu d'intérêts minoritaires que dans les réserves et résultats consolidés de cette société.

**4.23 Produits et charges d'intérêts**

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

**4.24 Produits et charges de commissions**

Le Groupe enregistre en résultat les produits et les charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage ou les pénalités sur incidents de paiements, sont intégralement enregistrées en résultat dans la rubrique "Produits de commissions" quand la prestation est réalisée.

Conformément au règlement n°2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 décembre 2009, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours sont étalés sur la durée de vie effective du crédit. Le groupe Delubac & Cie a choisi d'appliquer la méthode alternative consistant à procéder à l'étalement de manière linéaire.

**4.25 Frais de personnel**

Les frais de personnel comprennent l'ensemble des dépenses liées au personnel intégrant notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice. Ces charges sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat "Charges générales d'exploitation".

**4.26 Coût du risque**

Le contenu de la rubrique "Coût du risque" se limite aux dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques et aux pertes sur créances irrécouvrables. Les dotations nettes aux autres provisions (portefeuilles de négociation et de placement) sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

**4.27 Impôts sur les bénéfices**

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- la comptabilisation initiale des écarts d'acquisition et de leurs amortissements ultérieurs ;
- la comptabilisation des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels généralement non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise ;
- la comptabilisation initiale d'achats d'actifs, amortissables au plan fiscal sur un montant inférieur à leur coût, et dont la valeur fiscale lors de leur sortie ne tiendra pas compte de ce différentiel d'amortissement, bien que ces achats soient une source de différences temporaires ;
- les impôts non récupérables portant sur des distributions d'entreprises consolidées non décidées ou non probables.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont déterminés sur une base non actualisée. Ces actifs et passifs sont compensés si les entités appartiennent au même groupe fiscal et si elles disposent d'un droit exécutoire à les compenser. Tous les passifs d'impôts différés doivent être pris en compte sauf exceptions mentionnées ci-avant.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporaires déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où leur récupération est probable :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs : dans cette situation, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ; il est possible dans ce cas de tenir compte d'options fiscales destinées à allonger le délai séparant la date à laquelle un actif d'impôt devient récupérable de celle à laquelle il se prescrit ;
- ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Il est présumé qu'un tel bénéfice n'existera pas lorsque l'entreprise a supporté des pertes récentes au cours des deux derniers exercices sauf à apporter des preuves contraires convaincantes, par exemple si ces pertes résultent de circonstances exceptionnelles qui ne devraient pas se renouveler dans un avenir prévisible ou si des bénéfices exceptionnels sont attendus. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte.

Un rapprochement de la charge d'impôts théorique avec la charge d'impôts consolidée est présenté à la Note 36.

**Intégration fiscale**

Un groupe d'intégration fiscale est constitué depuis 2012 avec la Société et certaines de ses filiales :

- Compagnie Foncière du Confluent
- Delubac Asset Management
- Delubac Immobilier
- Haussmann Recouvrement

**4.28 Résultats nets consolidés par part sociale**

Le résultat de base par part sociale est calculé en divisant le résultat net consolidé de l'exercice par le nombre moyen pondéré de parts sociales ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par part sociale, le résultat net consolidé et le nombre moyen pondéré de parts sociales en circulation sont ajustés des effets de toutes les parts sociales ordinaires potentielles dilutives. Les parts sociales ordinaires sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en parts sociales ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par part sociale. Le calcul des parts sociales dilutives est réalisé selon la méthode du "rachat d'actions".

**4.29 Entreprises liées**

Conformément au règlement CRC n° 99-07, les informations suivantes relatives aux transactions avec les entreprises liées non consolidées par intégration globale sont mentionnées en annexe aux états financiers consolidés :

- nature des relations,
- éléments d'information nécessaires à la compréhension du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

**II Informations complémentaires****Note 5 Informations sectorielles**

Le principe général retenu par le Groupe est d'allouer aux créances et dépôts sur les clientèles des différents métiers une rémunération à un taux de placement sans risques. Ce taux a été fixé à 0,5 % pour l'exercice 2016 et à 1,0 % pour l'exercice 2015.

Les opérations avec la clientèle (actif et passif) représentent les encours moyens annuels enregistrés sur les périodes présentées. Pour les exercices 2016 et 2015, ont été compris,

- les garanties dans les opérations avec la clientèle (actif),
- les impayés et les créances douteuses dans les opérations avec la clientèle (passif).

La rubrique "Autres" enregistre les éliminations des opérations intra-groupe et l'ensemble des charges de la Gérance et des fonctions supports non affectées.

Exercice 2016	Produit net bancaire	Résultat d'exploitation	Opérations clientèle (actif)	Opérations clientèle (passif)
Judiciaire	16 353	12 771	47 026	-181 236
Gestion d'épargne	3 304	-177	13 458	-16 494
Administrateurs de biens	2 357	876	22 539	-245 791
"In bonis"	4 051	2 538	34 295	-47 163
Immobilier	2 463	-1 360	-	-
Affaires	103	-466	7	-
Recouvrement	118	-61	-	-
Autres	4 087	-14 555	-	-
<b>Total</b>	<b>32 836</b>	<b>-447</b>	<b>117 318</b>	<b>-490 692</b>

Exercice 2015	Produit net bancaire	Résultat d'exploitation	Opérations clientèle (actif)	Opérations clientèle (passif)
Judiciaire	17 706	13 585	54 736	-187 041
Gestion d'épargne	4 606	355	4 565	-32 421
Administrateurs de biens	3 317	1 888	25 437	-244 807
"In bonis"	3 185	1 623	43 916	-40 600
Immobilier	2 436	-1 463	-	-
Affaires	503	-38	-	-
Recouvrement	16	-146	-	-
Autres	3 549	-15 744	-	-
<b>Total</b>	<b>35 318</b>	<b>60</b>	<b>128 654</b>	<b>-504 869</b>

**Note 6 Effectifs**

Seules la Banque Delubac & Cie et Delubac Asset Management emploient du personnel salarié. Les tableaux ci-dessous résument les effectifs "Equivalent taux plein" du groupe Banque Delubac & Cie :

Contrats	31-12-2016	31-12-2015
Le Cheylard	69,3	67,7
Paris	87,7	87,7
Lyon	5,0	5,0

Toulouse	4,0	4,0
Angers	-	0,3
<b>Contrats à durée indéterminée</b>	<b>166,0</b>	<b>164,6</b>
Le Cheylard	6,1	4,2
Paris	9,3	9,1
<b>Contrats à durée déterminée</b>	<b>15,4</b>	<b>13,3</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>3,8</b>	<b>8,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>185,2</b>	<b>186,1</b>

<i>Statuts</i>	31-12-2016	31-12-2015
Le Cheylard	3,0	3,0
Paris	19,8	19,0
Lyon	-	0,3
Toulouse	1,0	1,0
Angers	-	0,3
<b>Cadres hors classe</b>	<b>23,8</b>	<b>23,6</b>
Le Cheylard	15,9	13,8
Paris	30,8	30,3
Lyon	2,0	2,0
Toulouse	1,0	1,0
<b>Cadres</b>	<b>49,7</b>	<b>47,1</b>
Le Cheylard	56,5	55,1
Paris	46,4	47,4
Lyon	3,0	2,7
Toulouse	2,0	2,0
<b>Techniciens des métiers de la banque</b>	<b>107,9</b>	<b>107,2</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>3,8</b>	<b>8,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>185,2</b>	<b>186,1</b>

## Note 7 Rémunération des dirigeants

## 7.1 Gérants Associés commandités

Conformément à l'article 17 des statuts de la Banque Delubac & Cie, la rémunération des Gérants Associés commandités résulte de l'addition des rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire d'une part, et de leur qualité d'Associé commandité d'autre part.

Les gérants statutaires de la Société sont également Gérant de la filiale Compagnie Foncière du Confluent et perçoivent une rémunération prévue à l'article 19 des statuts de cette société.

Sur les exercices 2016 et 2015, ces rémunérations ont été les suivantes (000 euros) :

Gérants Associés commandités	Fonction	Rémunérations 2016	Rémunérations 2015
Serge Bialkiewicz	Associé Premier Gérant	217	204
Jean-Michel Samuel	Associé Gérant	176	163
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé Gérant	150	89
Cheylaroise de Participation	Associé Gérante	78	65
Caisse de Compensation Locative	Associée Gérante	51	38
<b>Rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire</b>		<b>672</b>	<b>559</b>
Serge Bialkiewicz	Associé commandité	346	346
Jean-Michel Samuel	Associé commandité	263	263
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé commandité	97	97
Caisse de Compensation Locative	Associée commanditée	33	18
Société Privée de Participations Patrimoniales	Associée commanditée	33	18
Madame Madeleine Samuel	Associée commanditée	30	17
Mademoiselle Jennifer Docquet	Associée commanditée	30	17
<b>Rémunérations au titre de leur qualité d'Associé(e) commandité (e)</b>		<b>832</b>	<b>776</b>
<b>Rémunérations des Gérants Associé(e)s commandité(e)s</b>		<b>1 504</b>	<b>1 335</b>



En 2016 et 2015, aucune autre rémunération n'a été versée aux Associés Gérants commandités sous forme de jetons de présence ou de paiement en instruments de capitaux propres.

## 7.2 Membres du Conseil de Surveillance

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance est fixée chaque année dans le cadre d'une délibération de l'Assemblée générale ordinaire. Sur chacun des exercices 2016 et 2015, ces rémunérations ont été les suivantes :

Membres du Conseil de Surveillance	Rémunération globale
Jetons de présence	12
<b>Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance 2016</b>	<b>12</b>

Membres du Conseil de Surveillance	Rémunération globale
Jetons de présence	-
<b>Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance 2015</b>	<b>-</b>

## III Notes relatives au bilan consolidé

### Note 8 Opérations interbancaires et assimilées (actif)

	31-12-2016	31-12-2015
Caisse, Banques Centrales	37 068	36 595
Comptes ordinaires / Etablissements de crédit (1)	69 914	79 435
Comptes de prêts / Etablissements de crédit	67 782	103 782
Créances rattachées	1 983	5 730
<b>Opérations interbancaires et assimilées (actif)</b>	<b>176 747</b>	<b>225 542</b>
<i>(1) Dont CCP 10 377 18 601</i>		

### Note 9 Opérations avec la clientèle (actif)

	31-12-2016	31-12-2015
Opérations d'escompte et assimilées	6 778	6 118
Loi Dailly	38 073	38 019
<b>Créances commerciales</b>	<b>44 851</b>	<b>44 137</b>
<b>Créances prises en affacturage</b>	<b>28 522</b>	<b>23 481</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>32 797</b>	<b>32 310</b>
Différés de remboursement liés à l'usage de cartes de crédit	199	212
Crédits de trésorerie	11 504	8 806
Crédits d'équipement	282	297
Crédits à l'habitat	7 064	5 376
Autres crédits	37 030	31 044
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>56 079</b>	<b>45 735</b>
<b>Provisions pour créances douteuses</b>	<b>-7 032</b>	<b>-6 378</b>
<b>Opérations avec la clientèle (actif)</b>	<b>154 717</b>	<b>139 285</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Créances commerciales	5 032	5 943
Comptes ordinaires débiteurs	9 042	8 220
Autres concours à la clientèle	2 757	1 600
<b>Créances douteuses</b>	<b>16 831</b>	<b>15 763</b>
<b>Taux de provisionnement des créances douteuses</b>	<b>41,78 %</b>	<b>40,46 %</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Montants à l'ouverture de l'exercice	-6 378	-6 098
Dotations par le compte de résultat	-256	-393
Dotations par le Fonds de garantie mutuelle	-814	-175
Reprises par le compte de résultat	292	114

Reprises par le Fonds de garantie mutuelle	124	174
<b>Provisions pour créances douteuses</b>	<b>-7 032</b>	<b>-6 378</b>

## Note 10 Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable

Conformément à l'article 1 du règlement n°90-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, la rubrique "Obligations et autres titres à revenu fixe" comprend également les titres à taux d'intérêt variable lorsque la variation stipulée lors de l'émission dépend d'un paramètre déterminé par référence aux taux pratiqués, à certaines dates ou durant certaines périodes, sur un marché tel que le marché interbancaire, le marché obligataire ou l'Euro-marché.

	31-12-2016	31-12-2015
Obligations	113 177	105 501
Primes et décotes sur obligations	-1 274	-1 304
Provisions sur obligations	-79	-79
<b>Titres d'investissement</b>	<b>111 824</b>	<b>104 418</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>111 824</b>	<b>104 418</b>
OPCVM (1)	5 022	4 943
Actions	4	4
Provisions	-	-12
<b>Titres de placement</b>	<b>5 026</b>	<b>4 935</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>5 026</b>	<b>4 935</b>
<b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b>	<b>116 850</b>	<b>109 053</b>

(1) À la clôture des exercices 2016 et 2015, le groupe Delubac & Cie n'exerçait aucun contrôle sur des OPCVM présentant des actifs nets significatifs.

N.B. : Au cours de l'exercice 2008, le portefeuille obligataire a été reclassé, pour sa valeur nette comptable à la date du transfert, de la catégorie "Titres de placement" vers la catégorie Titres d'investissement".

La dépréciation de ces titres à la date de transfert, soit 100 mille euros en 2008, est reprise par voie d'amortissement depuis cette date jusqu'à l'échéance des obligations reclassées. La provision était intégralement reprise à la clôture de l'exercice 2013.

## Note 11 Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31-12-2016	31-12-2015
MCA Finance (1)	1 766	1 766
FST SAS (2)	799	799
Mars Occidentale (3)	229	229
FST Holding (2)	190	190
Certificat Association FGDR Espèces	94	61
GIE UGP	57	57
Delubac Schor Bialkiewicz	17	17
GIE Actions	16	16
SEFI	3	3
Provision / Participation Mars Occidentale (3)	-229	-229
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>2 942</b>	<b>2 909</b>
<b>Parts dans les entreprises liées (4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme détenus à long terme</b>	<b>2 942</b>	<b>2 909</b>

(1) La société MCA Finance a été déconsolidée au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Les titres détenus ont été maintenus à leur valeur d'équivalence augmentée de l'écart d'acquisition net au 30 juin 2012.

(2) Les valeurs d'inventaire ont été déterminées selon la méthode des DCF en retenant comme hypothèse un taux d'actualisation de 7 % et un taux de croissance à l'infini de 0,75 %.

(3) Participation minoritaire dans cette société anonyme dont les titres sont dépréciés en totalité.

(4) L'ensemble des entreprises liées est compris dans le périmètre de consolidation. De ce fait, leurs titres sont éliminés dans les états financiers consolidés.

## Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles

<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Brevets, licences, logiciels	12 180	11 403
Autres immobilisations incorporelles	96	27
Immobilisations incorporelles en cours	-	115
Amortissements brevets, licences, logiciels	-7 419	-6 714
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>12 276</b>	<b>11 545</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 419</b>	<b>-6 714</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>4 857</b>	<b>4 831</b>

<b>Variation des immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	11 545	9 381
Acquisitions (1)	949	5 651
Cessions (2)	-218	-3 487
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>12 276</b>	<b>11 545</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-6 714	-6 331
Dotations nettes de reprises de l'exercice	-705	-383
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 419</b>	<b>-6 714</b>
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	4 831	3 050
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>4 857</b>	<b>4 831</b>

(1) Dépenses de migration vers le nouveau système informatique SAB.

(2) En 2016 et 2015, reclassement des "Immobilisations incorporelles en cours" à la clôture 2014 en "Brevets, licences, logiciels".

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Terrains	45 722	45 722
Constructions	54 680	53 801
Agencements	7 304	9 333
Autres immobilisations corporelles	8 505	5 961
Immobilisations corporelles en cours	45	77
Amortissements constructions	-4 524	-3 350
Amortissements agencements	-3 446	-3 699
Amortissements autres immobilisations corporelles	-5 085	-3 892
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>116 256</b>	<b>114 894</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-13 055</b>	<b>-10 941</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>103 201</b>	<b>103 953</b>

<b>Variations des immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice (1)	114 894	112 882
Acquisitions	1 409	2 263
Cessions	-47	-251
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>116 256</b>	<b>114 894</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-10 941	-9 068
Dotations nettes de reprises de l'exercice (2)	-2 114	-1 873
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-13 055</b>	<b>-10 941</b>
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	103 953	103 814
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>103 201</b>	<b>103 953</b>

(1) Les intérêts du prêt et la commission d'engagement, relatifs au financement des investissements immobiliers de la Compagnie Financière du Confluent, ont été inscrits dans le coût de revient des immobilisations. Conformément aux principes généraux de consolidation énoncés à la Note 4.7, les marges internes sur les produits réalisés par la Banque Delubac & Cie ont été éliminées en contrepartie des immobilisations corporelles :

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
- Intérêts / Crédit	2 648	2 648
- Commissions / Engagement de financement	1 154	1 154

Note 13 Écarts d'acquisition

	31-12-2016	31-12-2015
Fonds commercial Figes (1)	69	69
Fonds commercial Résalliance (1)	200	200
<b>Valeurs brutes des écarts d'acquisition</b>	<b>269</b>	<b>269</b>
Fonds commercial Figes	-69	-69
Fonds commercial Résalliance	-200	-200
<b>Amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>-269</b>	<b>-269</b>
<b>Valeurs nettes des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>(1) Conformément à la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes, ces éléments sont assimilés à des écarts d'acquisition et amortis en conséquence dans les états financiers consolidés.</i>		

## Note 14 Capital souscrit non versé

Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010.

- Augmentation de capital 545 mille euros (4 euros par part sociale)

- Primes d'émission 953 mille euros (7 euros par part sociale)

Soit, un capital souscrit non versé de 1 498 mille euros (onze euros par part sociale). La libération du capital est prévue dans un délai de huit ans sur appel de la Gérance de la Banque Delubac & Cie.

## Note 15 Comptes de régularisation et actifs divers

	31-12-2016	31-12-2015
Dépôts et cautionnements constitués	600	600
Taxe sur la valeur ajoutée	418	458
Créance d'impôt sur les sociétés	546	37
Actifs d'impôts différés (1)	3 577	3 233
Locataire – Location simple	407	194
Fonds en cours de constitution	119	61
Dépôts de garantie / Contrats à terme	240	351
Opérations de crédit-bail immobilier (2)	278	324
Dépôts de garantie / Cotisations FGD	383	366
Compte-courant d'associé	189	507
Débiteurs divers	4 271	2 248
Autres stocks et assimilés	97	98
<b>Actifs divers</b>	<b>11 125</b>	<b>8 477</b>
Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	187	1 128
Comptes de régularisation	108	106
Charges payées ou comptabilisées d'avance	1 605	1 416
Produits à recevoir	3 348	3 486
Valeurs à rejeter - Effets et chèques	2 521	2 543
Produits à recevoir / Apporteurs douteux	340	314
Provisions / Produits à recevoir / Apporteurs douteux	-187	-187
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>7 922</b>	<b>8 814</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>19 047</b>	<b>17 283</b>

Les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent comme suit :

(1)	31-12-2016	31-12-2015
Retraitements des réévaluations de l'immobilier	-	31
Retraitements des avantages du personnel	565	549
Décalages temporaires	9	18
Activations des déficits fiscaux	1 664	1 296
Impôt / Plus-value d'apport	72	72
Retraitements marges internes / Immobilisations	1 267	1 267
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>3 577</b>	<b>3 233</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Retraitements des amortissements dérogatoires	288	291
Contrats de location-financement	8 098	8 314
<b>Passifs d'impôts différés (Cf. Note 18)</b>	<b>8 386</b>	<b>8 605</b>

(2)	31-12-2016	31-12-2015
Immobilisations / Crédit-bail immobilier	678	679
Amortissements / Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-400	-355
Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
Provisions / Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
<b>Opérations de crédit-bail immobilier</b>	<b>278</b>	<b>324</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Provisions à l'ouverture de l'exercice	-	-185
Dotations par le compte de résultat	-	-
Reprises par le compte de résultat	-	185
<b>Provisions / Créances douteuses de crédit-bail</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 16 Opérations interbancaires et assimilées (passif)

	31-12-2016	31-12-2015
Banques centrales (1)	15 000	35 000
Comptes à vue	9	4
Comptes à terme (2)	2 894	3 954
Dettes rattachées	286	233
<b>Opérations interbancaires et assimilées (passif)</b>	<b>18 189</b>	<b>39 191</b>

(1) La Banque Delubac & Cie participe aux appels d'offres de la BCE mis en place depuis mars 2010. Les prêts accordés à la Banque sont rémunérés au taux fixe de 0,0 % depuis mars 2016.

(2) Ces éléments se rapportent à l'endettement extérieur à la Banque Delubac & Cie de la société FFLE.

## Note 17 Opérations avec la clientèle (passif)

	31-12-2016	31-12-2015
Comptes à vue	30 864	34 985
Comptes à terme	2 557	5 184
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>33 421</b>	<b>40 169</b>
Comptes à vue	414 855	402 290
Comptes à terme	5 683	28 912
Comptes d'affacturage	28 689	22 236
<b>Autres dettes</b>	<b>449 227</b>	<b>453 438</b>
<b>Opérations avec la clientèle (passif)</b>	<b>482 648</b>	<b>493 607</b>

## Note 18 Comptes de régularisation et passifs divers

	31-12-2016	31-12-2015
Créditeurs divers (1)	10 878	7 840
Dépôt de garantie / Crédit-bail immobilier	519	552
Saisies attribution / Oppositions / ATD	5 783	2 327
Passifs d'impôts différés (Cf. Note 15)	8 386	8 605
<b>Passifs divers</b>	<b>25 566</b>	<b>19 324</b>
Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	656	1 532
Comptes de régularisation	4 068	2 801
Charges à payer	1 862	1 502
Produits constatés d'avance	1 657	829

<b>Comptes de régularisation</b>	<b>8 243</b>	<b>6 664</b>
<b>Comptes de régularisation passifs divers</b>	<b>33 809</b>	<b>25 988</b>
<i>(1) Dettes fiscales et sociales</i>	<i>3 834</i>	<i>2 686</i>
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>1 537</i>	<i>899</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>5 507</i>	<i>4 255</i>

## Note 19 Provisions

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Provisions à l'ouverture de l'exercice	4 078	4 831
Dotations de l'exercice	245	138
Reprises de l'exercice	-970	-891
<b>Provisions à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 353</b>	<b>4 078</b>

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Badwill / FFLE (1)	3 955	4 710
Reprise badwill FFLE (2)	-2 629	-2 542
Avantages du personnel (3)	1 697	1 651
Autres risques et charges (4)	330	259
<b>Provisions</b>	<b>3 353</b>	<b>4 078</b>
<i>(1) Reprise badwill / Contrat La Chapelle totalement amorti</i>	<i>-455</i>	<i>-</i>
<i>Reprise badwill / Contrat Villetaneuse totalement amorti</i>	<i>-300</i>	<i>-</i>
<i>(2) Reprise amortissements / Badwill (Cf. ci-dessus)</i>	<i>755</i>	<i>-</i>
<i>Dotation amortissements / Autres contrats (Cf. Note 37)</i>	<i>-842</i>	<i>-</i>

<b>(3) Avantages du personnel</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Taux d'actualisation	0,63 %	1,50 %
Modalités de départ (Cf. ci-dessous)	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Taux de progression des salaires	de 1 à 3 %	de 1 à 3 %
Taux de charges sociales	60 %	60 %
Taux de rotation du personnel	de 0,5 à 2 %	de 0,5 à 2 %
Charge de l'exercice	46	26
<b>Provisions / Avantages du personnel à la clôture</b>	<b>1 697</b>	<b>1 651</b>

A compter de 2015, les modalités de départ volontaire ont été déterminées en fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis. Elles étaient auparavant déterminées en fonction d'une mise à la retraite à 65 ans.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 12-14) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements de l'exercice 2016.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 11-13) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements de l'exercice 2015.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 10-12) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements de l'exercice 2014.

Le Groupe ne dispose d'aucun actif de couverture de ses engagements envers le personnel au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

A la clôture des exercices 2016 et 2015, l'engagement total du Groupe au titre des avantages du personnel se décompose comme suit :

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
- Banque Delubac & Cie	720	645
- Delubac Asset Management	29	26

Fin 2014, la différence de 378 mille euros entre le montant de l'engagement et le montant comptabilisé dans les états financiers consolidés correspond aux écarts actuariels non enregistrés à la clôture de l'exercice. Il a été appliqué la recommandation n°2013-07 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Cette recommandation permet aux entreprises qui comptabilisaient leurs écarts actuariels immédiatement en résultat d'adopter la méthode du corridor consistant à amortir une partie de ces écarts sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel.

Les écarts actuariels correspondent aux ajustements de la provision pour indemnités de départ en retraite induit par les modifications d'hypothèses actuarielles retenues d'un exercice sur l'autre :

- hypothèses endogènes (profil de carrière du personnel, turnover, âge de départ en retraite) ;
- hypothèses exogènes (mise à jour de la table de survie, évolution du taux d'actualisation).

Fin 2016, les écarts actuariels non comptabilisés se présentent comme suit :

	<b>Banque Delubac &amp; Cie</b>	<b>Delubac Asset Management</b>
- Montant total de l'engagement	720	29

- Provisions comptabilisées	-1 610	-62
- Effets actuariels non comptabilisés	-869	-33

Les écarts constatés fin 2015 sont repris dans le compte de résultat consolidé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Au 31 décembre 2014, les écarts actuariels non amortis étaient inscrits dans les engagements hors bilan consolidés (Cf. Note 39). Au 31 décembre 2015, les provisions étant supérieure à l'engagement, il ne subsiste plus d'engagements donnés en matière d'indemnités de départ en retraite.

<b>(4) Provisions / Autres risques et charges</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Franchises d'assurance / Litiges Francilienne Gestion – Cimentube - Yalia	150	75
Litige anciens mandataires sociaux de DAM	98	-
Commission apporteurs	58	68
Contentieux Vialtelle	-	75
Féminance	-	34
Divers	24	7
<b>Provisions / Autres risques et charges</b>	<b>330</b>	<b>259</b>

#### Litiges et actions en justice

Les décisions de provisionnement des litiges sont prises collégalement et après complète analyse dans le cadre d'un comité trimestriel comprenant la Gérance, le Directeur des affaires juridiques, le Directeur des risques, le Directeur du contentieux et le Directeur financier.

Le Groupe est engagé dans certaines actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. La Banque Delubac & Cie estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur ses comptes annuels ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

#### Note 20 Fonds de garantie mutuelle

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Montant à l'ouverture de l'exercice	1 798	1 690
Dotations de l'exercice	359	497
Reprises de l'exercice	-901	-389
<b>Fonds de garantie mutuelle</b>	<b>1 256</b>	<b>1 798</b>

#### Note 21 Intérêts minoritaires

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Compagnie Foncière du Confluent	75	89
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>75</b>	<b>89</b>

La variation correspond à la part des minoritaires dans le résultat 2016 de la filiale.

#### Note 22 Tableau de variation des capitaux propres consolidés – Part du Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Capital</b>	<b>Réserves et report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total</b>
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014</b>	<b>11 696</b>	<b>26 225</b>	<b>(101)</b>	<b>37 820</b>
Résultat consolidé de l'exercice 2015	-	-	1 792	1 792
Dotation au Fonds de garantie mutuelle	-	-	-10	-10
Affectation du résultat consolidé de l'exercice 2014	-	-111	111	-
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015</b>	<b>11 696</b>	<b>26 114</b>	<b>1 792</b>	<b>39 602</b>
Résultat consolidé de l'exercice 2016	-	-	1 036	1 036
Dotation au Fonds de garantie mutuelle	-	-	-10	-10
Affectation du résultat consolidé de l'exercice 2015	-	1 682	-1 782	-100
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016</b>	<b>11 696</b>	<b>27 796</b>	<b>1 036</b>	<b>40 528</b>

#### Note 23 Capital souscrit et primes d'émission

	<b>Nombre</b>	<b>Valeur unitaire (euros)</b>	<b>Montant (000 euros)</b>
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2014</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>

Opérations de l'exercice 2015	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2015</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2016	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2016</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>

N.B. : Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010. La libération du capital est prévue dans un délai de huit ans sur appel de la Gérance de la Banque Delubac & Cie.

*Répartition du capital social inchangée par rapport au 31 décembre 2015*

Au 31 décembre 2016, le capital social de la Banque Delubac & Cie se répartissait comme suit :

*Nombre de parts %*

- Cheylaroise de Participation 1 197 605 40,96
- Sky Gift 584 836 20,00
- Interhold 584 792 20,00
- Caisse de Compensation Locative 200 255 6,85
- Monsieur Jean-Michel Samuel 168 901 5,78
- Madame Madeleine Samuel 110 379 3,78
- Mademoiselle Jennifer Docquet 60 058 2,05
- Monsieur Albert Chassagnon 14 032 0,48
- Monsieur Jean Samuel 2 844 0,10
- Autres personnes physiques et morales 242 P.M.

Total 2 923 944 100,00

*Dividendes versés*

Un dividende de 100 mille euros a été versé en 2016 au titre de l'exercice 2015.

Aucune distribution n'a été décidée au titre des exercices 2014 et 2013.

#### IV Notes relatives au compte de résultat consolidé

##### Note 24 Intérêts et produits assimilés

	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	2 768	3 533
Opérations sur titres (1)	3 123	2 611
Opérations avec la clientèle	4 237	4 278
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>10 128</b>	<b>10 422</b>
<i>(1) Produits d'intérêts sur obligations</i>	<i>3 590</i>	<i>3 048</i>
<i>Étalement des décotes</i>	<i>93</i>	<i>26</i>
<i>Étalement des primes</i>	<i>-560</i>	<i>-463</i>

##### Note 25 Intérêts et charges assimilées

	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	-185	-390
Opérations sur titres	-	-
Opérations avec la clientèle	-257	-543
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-442</b>	<b>-933</b>

##### Note 26 Revenus des titres à revenu variable

	2016	2015
Dividendes et produits assimilés	94	96
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>94</b>	<b>96</b>
<i>- MCA Finance</i>	<i>94</i>	<i>96</i>

##### Note 27 Produits et charges de commissions



	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	119	21
Opérations de change et d'arbitrage	1	13
Opérations avec la clientèle	19 919	20 396
Opérations sur titres	1 435	1 432
Engagements de financement et de garantie	841	530
Prestations de services	213	1 086
Produits sur moyens de paiement	412	374
<b>Commissions (produits)</b>	<b>22 940</b>	<b>23 852</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-1 005	-491
Opérations avec la clientèle	-118	-
Opérations de change et d'arbitrage	-8	-
Prestations de services	-452	-821
<b>Commissions (charges)</b>	<b>-1 583</b>	<b>-1 312</b>

## Note 28 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	2016	2015
Gains sur titres de transaction	76	13
Dotations aux dépréciations des titres de transaction	-	-
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>76</b>	<b>13</b>

## Note 29 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	2016	2015
Produits sur titres de placement	523	1 398
Charges sur titres de placement	-364	-1 128
Dotations aux dépréciations des titres de placement	-141	-12
Reprises de dépréciations des titres de placement	-	-
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>18</b>	<b>258</b>

## Note 30 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	2016	2015
Produits divers d'exploitation bancaire	1 424	2 333
Produits / Opérations de crédit-bail	100	99
Produits / Opérations de location simple (1)	2 659	2 809
Autres produits divers d'exploitation	6	5
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>4 189</b>	<b>5 246</b>
Produits rétrocédés (2)	-1 897	-1 724
Charges / Opérations de crédit-bail	-80	-153
Charges diverses d'exploitation bancaire	-394	-102
Autres charges diverses d'exploitation	-213	-345
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-2 584</b>	<b>-2 324</b>

(1) Concernent principalement les produits des loyers facturés par FFLE.

Les autres loyers se rapportent aux produits de loyers externes au groupe Delubac & Cie facturés par la Compagnie Foncière du Confluent. Cette filiale a opté pour la linéarisation des loyers sur la durée des contrats consistant à étaler les franchises de loyers sur cette période.

(2) Les produits rétrocédés correspondent à la rémunération des apporteurs d'affaires au titre de l'activité "Gestion d'épargne".

## Note 31 Charges générales d'exploitation

	2016	2015
Personnel (1)	-15 568	-15 797

Impôts et taxes	-1 490	-1 459
Services extérieurs	-12 234	-13 432
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-29 292</b>	<b>-30 688</b>

(1)	2016	2015
Rémunérations (1)	-10 233	-10 330
Charges sociales sur rémunérations	-4 090	-4 169
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 245	-1 298
Intéressement des salariés (2)	-	-
Participation des salariés (3)	-	-
<b>Personnel</b>	<b>-15 568</b>	<b>-15 797</b>

(1) Ce poste comprend la charge annuelle au titre des avantages postérieurs à l'emploi du personnel, respectivement de (46) et (26) au titre des exercices 2016 et 2015 (Cf. Note 19 sur les "Provisions").

(1) La prime d'intéressement est égale à 10 % du résultat consolidé courant avant impôt et intéressement de l'Union Economique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE. Ce montant est diminué des sommes versées au titre de la participation et limité à 20 % du total des salaires bruts annuels versés au personnel bénéficiaire - Accord du 4 décembre 2014.

A la clôture des exercices 2016 et 2015, les bases de calcul étaient négatives.

(3) La réserve spéciale de participation est déterminée sur la base de la formule légale obligatoire, à partir des bases consolidées de l'Union Economique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE (50 % x (bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés – 5% des capitaux propres hors résultat de l'exercice) x Salaires / Valeur ajoutée) - Accord du 19 décembre 2013 modifié par avenant du 14 janvier 2014.

A la clôture des exercices 2016 et 2015, le montant de la rémunération des capitaux propres était supérieur à celui du bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés.

#### Note 32 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

	2016	2015
Immobilisations incorporelles	-628	-396
Immobilisations corporelles	-2 056	-1 936
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>-2 684</b>	<b>-2 332</b>

#### Note 33 Coût du risque

	2016	2015
Opérations avec la clientèle	174	-295
<b>Dotations nettes des dépréciations</b>	<b>174</b>	<b>-295</b>
Pertes couvertes par des dépréciations	-195	-257
Pertes non couvertes par des dépréciations	-296	-472
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-491</b>	<b>-729</b>
Honoraires / Assurance (1)	-1 021	-1 307
Dotations / Reprises nettes des provisions	31	93
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 307</b>	<b>-2 238</b>

(1) Honoraires de conseils engagés dans le cadre des recouvrements de créances et non récupérés auprès des débiteurs sont inscrits dans cette rubrique. Il en est de même de l'assurance-crédit souscrite par la Banque Delubac & Cie.

#### Note 34 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2016	2015
Plus-values de cession de titres participation	-	-
Reprise de dépréciations des titres de participation	-	-
Moins-values de cessions de titres de participation	-	-
<b>Résultat de cession de titres de participation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Prix de cession des immobilisations		
Résultat de cession des immobilisations (1)	93	-2

<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>93</b>	<b>-2</b>
<i>(1) En 2016, régularisation des écarts de réévaluation suite aux cessions, au cours d'exercices antérieurs, des actifs concernés.</i>		

## Note 35 Résultat exceptionnel

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Honoraires arbitrage CFCMNE	-	1 166
Régularisation étalement franchise des loyers parisiens	165	-
Autres produits	27	71
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>192</b>	<b>1 237</b>
Amortissement exceptionnel du logiciel V. Bank (1)	-	-9
Loyers des anciens bureaux parisiens	-	-98
Provision risque / Anciens mandataires sociaux DAM	-98	-
Charges diverses	-23	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>-121</b>	<b>-107</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>71</b>	<b>1 130</b>
<i>(1) Amortissement exceptionnel destiné à ramené la valeur nette comptable des développements à zéro.</i>		

## Note 36 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

## 36.1 Répartition de la (charge) produit d'impôts

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
(Charge) produit d'impôts courants	-100	-488
(Charge) produit d'impôts différés	563	213
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>463</b>	<b>-255</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Banque Delubac & Cie forme un périmètre d'intégration fiscale avec certaines de ses filiales :

- Delubac Asset Management
- Delubac Immobilier
- Compagnie Foncière du Confluent
- Haussmann Recouvrement

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui soit définitivement acquis.

## 36.2 Preuve d'impôt - Réconciliation entre la (charge) produit d'impôts théorique et la (charge) produit d'impôts consolidé(e)

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Résultat consolidé avant impôts	1 499	2 047
<b>Produit (Charge) d'impôts théorique (1)</b>	<b>-500</b>	<b>-682</b>
Utilisation déficit 2014 Banque Delubac & Cie	-	202
Utilisation déficits intégration fiscale	301	-166
Déduction amortissements sociaux théoriques / Biens financés au titre des contrats de location financement	70	70
Crédit Impôt Compétitivité Emploi	66	68
Différences permanentes (2)	272	280
ID / Levées option / contrats La Chapelle et Villetaneuse (3)	169	-
Impôts sur dividendes MCA Finance et résultat FFLE	66	30
Autres différences	19	-57
<b>Produit (Charge) d'impôts consolidé(e)</b>	<b>463</b>	<b>-255</b>
<i>(1) Calcul effectué en fonction du taux légal d'impôt applicable en France, soit 33,33 % au titre des exercices 2016 et 2015.</i>		
<i>(2) Amortissements et reprises des écarts d'acquisition, amortissements excédentaires, taxe sur les véhicules de société.</i>		
<i>(3) Différence entre l'impôt social et l'impôt consolidé.</i>		

## Note 37 Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Reprise badwill FFLE (1)	842	848

<b>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>842</b>	<b>848</b>
<i>(1) L'écart d'acquisition négatif (badwill) sur FFLE est rapporté au résultat consolidé sur la durée résiduelle de ses contrats de location financement, soit en moyenne 5,5 ans.</i>		

## Note 38 Résultats nets consolidés par part sociale

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Nombre de parts sociales en circulation (1)	2 787 784	2 787 784
Nombre de parts sociales potentiellement dilutives	-	-
Nombre moyen de parts sociales après dilution	2 787 784	2 787 784
Résultat net consolidé - Part du Groupe (000 euros)	1 036	1 792
<b>Résultat net consolidé par part sociale (euros)</b>	<b>0,37</b>	<b>0,64</b>
<b>Résultat net consolidé dilué par part sociale (euros)</b>	<b>0,37</b>	<b>0,64</b>

A la clôture des exercices 2016 et 2015, il n'existait aucune part sociale ordinaire potentiellement dilutive.

*(1) Non libérées, le nombre de parts sociales souscrites le 6 mai 2010 (Cf. Note 23 sur le "Capital souscrit et les primes d'émission") n'est pas pris en compte dans le calcul du résultat net par part sociale. S'agissant d'une émission en numéraire, c'est la date de disponibilité des fonds qui est retenue et non la date de jouissance des parts.*

## V Autres notes explicatives

## Note 39 Engagements hors bilan consolidés

## 39.1 Engagements donnés consolidés

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
En faveur d'établissements de crédit (1)	61 268	54 724
En faveur de la clientèle	18 626	21 209
<b>Engagements de financement</b>	<b>79 894</b>	<b>75 933</b>
D'ordre d'établissements de crédit	1	7
D'ordre de la clientèle	8 909	6 838
<b>Engagements de garantie</b>	<b>8 910</b>	<b>6 845</b>
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	3 903	97
<b>Engagements sur titres</b>	<b>3 903</b>	<b>97</b>
<b>Autres engagements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>Obligations éligibles par la BCE employées comme collatéral dans le cadre des avances consenties par la Banque Centrale (Cf. la Note 16 sur les "Opérations interbancaires et assimilées").</i>		

## 39.2 Engagements reçus consolidés

	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	71	1 532
Cautions reçues	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>71</b>	<b>1 532</b>

## Note 40 Entreprises liées

La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la Note 3 "Périmètre de consolidation".

Aux exceptions près mentionnées ci-après, les transactions réalisées au cours des exercices ainsi que les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

Les taux de récupération de TVA n'étant pas de 100% pour toutes les sociétés du Groupe, les principaux montants de charges et produits suivants n'ont pas été éliminés entre sociétés intégrées globalement :

	2016	2015
Personnel détaché - Banque Delubac & Cie	-18	-18
Loyer et charges locatives - CFC	-15	-15
Frais dépositaire - Banque Delubac & Cie	-25	-25
<b>Total des charges DAM non éliminées</b>	<b>-58</b>	<b>-58</b>

	2016	2015
Loyer et charges locatives - CFC	-159	-159
Loyer et charges locatives - Delubac Immobilier	-	-
Gestion des compositions - DAM	-10	-10
<b>Total des charges Banque Delubac &amp; Cie non éliminées</b>	<b>-169</b>	<b>-169</b>

	2016	2015
Intérêts / comptes ordinaires débiteurs et sur emprunts – FFLE	17	17
Services bancaires – FFLE	-	39
<b>Total des produits Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>		<b>56</b>

	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs – FFLE	956	1 564
Crédits – FFLE	743	743
<b>Total des actifs Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>	<b>1 699</b>	<b>2 244</b>

#### Note 41 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes et hors débours facturés par les Commissaires aux comptes se présentent comme suit (en milliers d'euros) :

	2016	2015
<b>Honoraires des Commissaires aux comptes (1)</b>	<b>-401</b>	<b>-401</b>

Ces montants concernent les interventions des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Banque Delubac & Cie et de ses filiales Delubac Asset Management, Hausmann Recouvrement, FFLE ainsi que sur les états financiers consolidés du Groupe.

#### Note 42 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice d'importance significative qui aurait dû donner lieu à un enregistrement au bilan consolidé ou dans le compte de résultat consolidé ou à une information dans les notes explicatives.

Début 2016, un jugement a condamné la Banque Delubac et Cie dans l'affaire Yalia à hauteur de 1,4 million d'euros pour défaut dans son obligation de vigilance. Seule la franchise a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2016 pour un montant de 100 mille euros du fait de la prise en charge du sinistre par l'assurance.

### Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Banque Delubac & Cie SCS tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### 1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités et procède également, selon les modalités décrites dans la note 4 de l'annexe intitulée « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe » à des estimations comptables significatives, portant notamment sur la valorisation des actions et autres titres à revenu variable ainsi que celle des titres de participation, des titres détenus à long terme et titres de l'activité de portefeuille. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société et, le cas échéant, vérifié le calcul des dépréciations.

La note « règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux participations non consolidées et autres titres détenus à long terme. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe, et apprécié l'évaluation par la direction des perspectives d'activité et de rentabilité de vos participations non consolidées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport de gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

PARIS, le 18 avril 2017

*Les Commissaires aux comptes :*

SA HOCHÉ AUDIT  
représentée par Laurence ZERMATI

SAS WNAP  
représentée par William NAHUM

## Banque Delubac & Cie

### Comptes sociaux de l'exercice 2016

#### Bilan au 31 décembre 2016

<i>Actif (En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Caisses, Banques centrales	(6)	37 068	36 595
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	(7)	139 679	188 947
Opérations avec la clientèle	(8)	226 269	206 814
Obligations et autres titres à revenu fixe	(9)	111 824	104 118
Actions et autres titres à revenu variable	(10)	5 022	4 931
Participations et autres titres détenus à long terme	(11)	3 319	3 286
Parts dans les entreprises liées	(12)	34 919	34 787
Immobilisations incorporelles	(13)	5 029	5 021
Immobilisations corporelles	(14)	3 045	3 229
Capital souscrit non versé	(15)	1 498	1 498
Actions propres	-	-	-
Autres actifs	(16)	4 331	5 020
Comptes de régularisation	(17)	5 641	6 853
<b>Total de l'actif</b>	-	<b>577 644</b>	<b>601 099</b>

<i>Passif (En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Banques centrales	(18)	15 000	35 000
Dettes envers les établissements de crédit	-	295	237
Opérations avec la clientèle	(19)	493 578	501 292
Dettes représentées par un titre	-	1	1

Autres passifs	(20)	12 604	8 289
Comptes de régularisation	(21)	7 495	7 705
Provisions	(22)	232	264
Fonds de garantie mutuelle	(23)	1 256	1 798
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-	-
<b>Capitaux propres (hors FRBG)</b>	<b>(24)</b>	<b>47 183</b>	<b>46 513</b>
Capital souscrit	(25)	11 696	11 696
Primes d'émission	(25)	953	953
Réserves	-	10 544	10 544
Ecart de réévaluation	-	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	863	875
Report à nouveau	-	22 335	20 707
Résultat de l'exercice	-	791	1 738
<b>Total du passif</b>	<b>-</b>	<b>577 644</b>	<b>601 099</b>

**Engagements hors bilan au 31 décembre 2016**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31-12-2016	31-12-2015
<b>Engagements donnés</b>	<b>(41)</b>	<b>92 707</b>	<b>82 875</b>
Engagements de financement	-	79 894	75 933
Engagements de garantie	-	8 909	6 838
Engagements sur titres	-	3 903	97
Opérations en devises	-	1	7
<b>Engagements reçus</b>	<b>(41)</b>	<b>71</b>	<b>1 532</b>
Engagements de financement	-	-	-
Engagements de garantie	-	71	1 532
Engagements sur titres	-	-	-

**Compte de résultat de l'exercice 2016**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	(26)	12 342	12 562
Intérêts et charges assimilées	(27)	-280	-563
Revenus des titres à revenu variable	(28)	208	496
Commissions (produits)	(29)	19 910	20 197
Commissions (charges)	(29)	-1 449	-1 566
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de négociation	(30)	76	13
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(31)	18	257
Autres produits d'exploitation bancaire	(32)	1 527	2 435
Autres charges d'exploitation bancaire	(32)	-2 118	-2 272
<b>Produit net bancaire</b>	<b>-</b>	<b>30 234</b>	<b>31 559</b>
Charges générales d'exploitation	(33)	-27 050	-27 720
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(34)	-1 159	-918
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-</b>	<b>2 025</b>	<b>2 921</b>
Coût du risque	(35)	-1 417	-2 211
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-</b>	<b>608</b>	<b>710</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(36)	-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-</b>	<b>608</b>	<b>710</b>
Résultat exceptionnel	(37)	171	1 130
Impôts sur les bénéfices	(38)	-	-
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	(39)	12	-102
<b>Résultat net</b>	<b>-</b>	<b>791</b>	<b>1 738</b>
<i>Résultat net par part sociale (euros)</i>	<i>(40)</i>	<i>0,28</i>	<i>0,62</i>

**Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2016****I. Informations générales****Note 1 Renseignements à caractère général**

La Banque Delubac & Cie, créée en 1924 par Monsieur Maurice Delubac, est une Société en Commandite Simple (SCS) domiciliée en France au capital de 11 695 776 euros (Cf. Note 25 sur le "Capital souscrit").

Son siège social est situé 16, place Saléon-Terras 07160 Le Cheylard (Ardèche). Elle dispose d'établissements secondaires à Paris, Lyon, Toulouse et Angers.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, la "Société", désigne la Banque Delubac & Cie SCS. La Société développe son activité autour des métiers suivants :

- Banque judiciaire
- Banque des administrateurs de biens
- Banque de détail dite "in bonis"
- Banque de gestion d'épargne
- Banque d'affaires

**La Banque judiciaire**

Banque Delubac & Cie s'est développée dans le domaine du financement à court terme des entreprises en difficulté placées dans les liens d'une procédure qu'elle soit contractuelle ou collective. La branche d'activité applique une politique de développement national, au travers notamment des agences de province (Lyon et Toulouse).

La Banque intervient dans un périmètre juridique déterminé permettant de couvrir toutes les périodes de difficulté de l'entreprise :

- Mandat ad hoc
- Conciliation
- Sauvegarde
- Préparation au "dépôt de bilan"
- Redressement judiciaire, régime général ou simplifié
- Plan de continuation
- Liquidation judiciaire avec poursuite d'activité
- Administration provisoire

L'intervention de la Banque Delubac & Cie sur le marché des sociétés en difficulté se fait au travers des financements à court terme, principalement les lignes de mobilisations de créances, les cessions de créances loi Dailly, les escomptes d'effets et l'affacturage, offrant à ses clients le moyen de financer leur besoin en fonds de roulement.\*

**La Banque des administrateurs de biens**

L'objectif de cette branche d'activité est d'offrir la gamme de services la plus large et la mieux adaptée aux besoins des administrateurs de biens et des syndics de copropriété. Les promoteurs, marchands de biens et agents immobiliers sont placés hors du champ d'intervention de la Banque Delubac & Cie.

Intervenant principalement à Paris et en région parisienne, la Banque Delubac & Cie offre des prestations sur mesure en proposant à ses clients :

- La gestion des comptes bancaires des sociétés ;
- La gestion des comptes bancaires des mandants et des flux financiers, ces derniers se répartissant entre les encaissements des loyers et des charges des copropriétés, les règlements des fournisseurs et les versements des loyers aux propriétaires ;
- Le conseil grâce à une très bonne connaissance de ce secteur d'activité ;
- L'accompagnement dans le développement commercial et/ou opérationnel en mettant en place des financements appropriés : acquisitions d'immobilisations corporelles (parc informatique, ...) et incorporelles (fonds commerciaux, ...).

**La Banque de détail dite "in bonis"**

Ce département exerce une activité traditionnelle de banque de détail, financement à court et moyen terme et offre de services aux particuliers et aux entreprises, non administrateurs de biens, dites "in bonis" par opposition aux sociétés clientes de la Banque judiciaire.

**La Banque de gestion d'épargne**

L'activité de gestion d'épargne présente dans la Banque Delubac & Cie qui recouvre l'assurance vie et la captation d'actifs par l'intermédiaire d'un réseau de courtiers et mandataires ainsi que de particuliers détenteurs de portefeuilles titres.

**La Banque d'affaires**

La Banque Delubac & Cie a créé un métier autour du concept de "Corporate Finance".

L'équipe de la Banque d'affaires détecte, propose, organise et dirige des opérations dites de "haut de bilan" et d'ingénierie financière, telles que les fusions-acquisitions de sociétés non cotées, le rapprochement de sociétés cotées, les introductions en bourse sur tous les marchés, les restructurations de capital et les tours de tables financiers, les appels au marché au profit des sociétés cotées, les offres publiques, les attestations d'équité, ainsi que des opérations de "bas de bilan" (conseil en restructuration de dettes, en financement du besoin en fonds de roulement).

**Comptes sociaux de la Banque Delubac & Cie**

Les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice 2016, arrêtés par la Gérance le 15 mars 2017, incluent :

- le bilan sur la situation financière au 31 décembre 2016, avant affectation du résultat ;
- le résultat sur la performance financière de l'exercice 2016 d'une durée de douze mois ;
- le tableau des engagements hors bilan au 31 décembre 2016 ;
- ainsi que les présentes notes annexes complétant et commentant les informations données par le bilan, le tableau des engagements hors bilan et le compte de résultat.

A titre de comparaison, les postes du bilan, les rubriques du compte de résultat et les informations données dans les notes annexes comportent l'indication des éléments de l'exercice précédent.

Sauf exception dûment mentionnée, les comptes sociaux sont présentés en milliers d'euros (000 euros).

Il est précisé que le règlement n°2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF, ne prévoit pas d'obligation concernant la présentation d'un tableau de variation des flux de trésorerie.

**Gérance – Associés commandités**

A la date de l'arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2016, les Associés commandités, responsables solidairement et indéfiniment des dettes sociales sur leurs biens propres, sont les suivants :



- Monsieur Serge Bialkiewicz Gérant statutaire - Premier Gérant
- Monsieur Jean-Michel Samuel Gérant statutaire
- Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz Gérant statutaire
- Caisse de Compensation Locative Gérante statutaire représentée par Monsieur Serge Bialkiewicz
- Société Privée de Participation Patrimoniale Associée commanditée statutaire représentée par Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz
- Madame Madeleine Samuel Associée commanditée statutaire
- Mademoiselle Jennifer Docquet Associée commanditée statutaire

#### **Commissaires aux comptes**

Les Commissaires aux comptes ont été nommés par l'Assemblée générale du 30 avril 2015. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

##### **Titulaires**

- La Société Hoche Audit représentée par Madame Laurence Zermati
- La Société William Nahum Associés et Partenaires représentée par Monsieur William Nahum

##### **Suppléants**

- La Société Auditing International représentée par Monsieur Nicolas Metge
- Monsieur Jean-Pierre Bard

### **Note 2 Événements et faits marquants de l'exercice**

#### **Inspection de l'Autorité de Contrôle Prudentiel**

La Banque Delubac & Cie a fait l'objet d'une inspection de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Les interventions sur sites se sont déroulées entre le 29 septembre 2015 et le 29 février 2016. Le programme d'intervention de l'ACPR était principalement axé sur les thèmes suivants :

- Mission de suivi des recommandations formulées lors de la précédente inspection
- Mission sur la lutte anti blanchiment
- Mission informatique en relation avec la migration informatique
- Mission mandatée à l'ACPR par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur la fonction dépositaire.

Concernant la mission visant à contrôler le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les échanges avec l'ACPR sont toujours en cours.

Les autres missions se sont soldées par une lettre de suite, ce qui signifie que des améliorations de ses processus internes sont demandées à la Banque Delubac & Cie mais qu'aucune sanction ne sera prononcée.

### **Note 3 Principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **3.1 Règles et méthodes comptables**

Les comptes sociaux de l'exercice 2016 de la Banque Delubac & Cie, ainsi que les données comparatives de l'exercice 2015 présentés dans le présent document, ont été établis conformément aux dispositions des règlements n°2014-07 et n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatifs respectivement aux comptes des entreprises du secteur bancaire et au plan comptable général.

Le règlement n°2014-03 a été modifié par le règlement n°2015-06 de l'ANC.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC.

#### **3.2 Changements comptables**

##### **3.2.1 Corrections d'erreur**

Les corrections d'erreur résultent d'erreurs, d'omissions matérielles ou d'interprétations erronées au cours d'exercices antérieurs. A ce titre, il n'a été procédé à aucune correction dans les comptes sociaux des exercices 2016 et 2015.

##### **3.2.2 Changements d'estimations et de modalités d'application**

Une estimation est révisée si les circonstances sur lesquelles elle était fondée sont modifiées par suite de nouvelles informations ou d'une meilleure expérience.

Les incidences des changements d'estimation sont enregistrées de manière prospective et n'affectent pas les capitaux propres.

A ce titre, il n'a été procédé à aucun changements d'estimation et de modalités d'application dans les comptes sociaux de l'exercice 2016.

Dans les comptes sociaux de l'exercice 2015, il avait été réexaminé les hypothèses de calcul des indemnités de départ en retraite (Cf. Note 42).

##### **3.2.3 Changements de présentation des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat**

Dans un souci d'amélioration de la présentation de la situation financière et de la performance financière de la Banque Delubac & Cie, des reclassements peuvent être opérés au sein des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat. Aucun reclassement n'a été opéré dans les comptes sociaux des exercices 2016 et 2015.

##### **3.2.4 Changement de méthode comptable**

En application du règlement n°2015-06 de l'ANC, il a été décidé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, d'amortir sur 10 ans les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est limitée mais ne peut être déterminée de manière fiable (fonds commercial Résalliance, Cf. Note 13).

Aucun changement de méthode comptable n'avait été opéré dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.

#### **3.3 Estimations et jugements comptables déterminants**

Pour établir ses états financiers, la Direction de la Société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la Société portent notamment sur l'évaluation des actifs incorporels, corporels et financiers, les dépréciations et les provisions.

#### **3.4 Application de nouveaux règlements comptables**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, il a été fait application du règlement n°2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le plan comptable général.

### 3.5 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 3.6 Dépréciation au titre du risque de crédit avéré

Les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit sur encours individuels sont similaires à ceux retenus par la réglementation comptable française pour considérer un encours comme douteux.

En application du règlement n°2014-07 de l'ANC, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Delubac & Cie de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, et nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux.

Le déclassement des crédits en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par "contagion", un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, malgré l'existence de garanties.

Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en "Coût du risque".

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

### 3.7 Portefeuille titres

Les titres sont classés en fonction de leur nature (obligations et autres titres à revenus fixes, actions et autres titres à revenu variable) et de leur portefeuille de destination (transaction, placement, investissement, titres de participation).

Pour chaque catégorie de portefeuille titres, les règles de classement et d'évaluation appliquées, conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, sont les suivantes :

#### Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction l'ensemble des interventions sur des marchés liquides, effectués dès l'origine dans le but de les revendre ou de les placer auprès de la clientèle, à brève échéance. A la clôture de l'exercice, les titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté en compte de résultat.

#### Titres de placement

Il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et filiales, les autres titres détenus à long terme et les titres de l'activité de portefeuille.

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont inscrits, le cas échéant dans des comptes rattachés.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres est estimée sur la base du cours le plus le récent pour les titres cotés et d'après leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes issues de cette évaluation donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie "titres d'investissement" si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention,
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Delubac & Cie a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

#### Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance et financés par des ressources permanentes affectées.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

Les titres d'investissement sont des titres qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de transaction" ou de la catégorie "Titres de placement".

Lors de l'arrêté comptable, les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, ne font pas l'objet de dépréciation. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

#### Titres de participation et filiales

Sont considérés comme titres de participation et filiales les titres de sociétés dont une fraction du capital (10% à 50% pour les participations, plus de 50 % pour les filiales) est détenue de façon durable. Ils sont comptabilisés à leur prix de revient, frais d'acquisition inclus.

#### Autres titres détenus à long terme

Sont considérés comme des autres titres détenus à long terme les investissements réalisés par la Banque Delubac & Cie dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion.

Ces titres sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, frais exclus.

#### **Présentation des participations et des autres titres détenus à long terme**

Les actions et autres titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise et créent un lien durable avec celle-ci sont présentés dans le poste "Participations et autres titres détenus à long terme" à l'exception de ceux détenus inscrits dans la rubrique "Parts dans les entreprises liées".

Une entité est considérée comme liée à une autre, lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale ou mise en équivalence dans un même ensemble consolidable.

#### **Évaluation des participations et des autres titres détenus à long terme**

À la clôture de l'exercice, il est procédé en cas d'indices de pertes de valeur à une estimation de la valeur des titres sur la base de leur valeur d'usage, déterminée selon plusieurs critères, notamment la méthode des flux futurs de trésorerie, également désignée sous le terme de "Discounted Cash-Flow" (DCF). Cette méthode consiste à calculer, par actualisation, la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus d'une activité. Elle repose sur la mise en perspective de l'ensemble des hypothèses sous-jacentes à une valorisation (croissance, rentabilité, investissements) et ce, sur une longue période, les flux de trésorerie étant modélisés, puis projetés sur le long terme.

Selon cette approche, la valeur d'entreprise correspond à la somme de ses cash-flows disponibles prévisionnels, actualisés au coût moyen pondéré du capital engagé.

Les moins-values latentes, égales à la différence entre la valeur comptable et la valeur d'entreprise ainsi obtenue, font l'objet d'une dépréciation.

Les plus-values potentielles ne sont pas comptabilisées.

#### **Actions propres**

Ce poste recense l'ensemble des actions propres ou titres de même nature achetés ou souscrits par l'établissement, que ceux-ci soient inscrits parmi les titres de transaction, les titres de placement ou les valeurs immobilisées.

Conformément à l'article 2 du règlement n°90-02 du CRBF, les actions propres viennent en déduction des fonds propres réglementaires.

#### **Revenus du portefeuille titres**

Les revenus des actions, dividendes et acomptes sur dividendes, sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement. Les revenus des obligations sont inscrits prorata temporis en résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

#### **Résultats sur cessions de titres**

Les plus ou moins-values sont déterminées par rapport à la valeur brute des titres cédés, les frais de cession étant imputés sur le résultat de cession. Les éventuelles dépréciations de ces titres sont alors reprises au compte de résultat.

### **3.8 Immobilisations incorporelles et corporelles**

#### **Immobilisations incorporelles**

##### **(i) Actifs**

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par la Banque Delubac & Cie sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

##### **(ii) Dépenses ultérieures**

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

##### **(iii) Amortissements et dépréciations**

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée. Les droits au bail et les fonds commerciaux ne donnent pas lieu à amortissement.

Les durées d'utilité estimées des logiciels sont comprises entre 1 et 10 ans.

Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Conformément à l'article 2 du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif aux fonds propres, les actifs incorporels viennent en déduction des fonds propres réglementaires.

#### **Immobilisations corporelles**

##### **(i) Actifs**

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

##### **(ii) Dépenses ultérieures**

La Banque Delubac & Cie comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à la Société et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

##### **(iii) Amortissements et dépréciations**

Les terrains ne donnent pas lieu à amortissement.

Dès qu'elles sont en l'état d'être utilisées selon les modalités prévues, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité, principalement suivant le mode linéaire. Le cas échéant la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilité différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions

. Structure 25 à 60 ans

- . Composants
- Electricité 25 ans
- Plomberie / sanitaire 25 ans
- Ascenseurs 25 ans
- IGT 15 ans
- Agencements 10 ans
- Installations techniques 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels 5 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Mobilier de bureau 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs font l'objet d'une revue annuelle. Dans le cas où il convient de modifier ces données, le plan d'amortissement est modifié de manière prospective.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

### 3.9 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et dettes à terme ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts à la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 3.10 Provisions

Les provisions, autres que celles afférentes aux avantages du personnel et aux crédits, représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle s'éteindra par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant estimé de la sortie de ressources est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Dans les comptes de la Banque Delubac & Cie, les provisions sont constituées au titre de litiges et de risques divers.

### 3.11 Avantages du personnel

#### Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### Régimes à prestations définies

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ volontaire, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'âge de départ est calculé en fonction de l'année de naissance du salarié et du nombre de trimestres restant à acquérir compte tenu d'un âge moyen de début d'activité de vingt ans (Cf. Note 42).

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui modifient le montant des engagements.

### Médailles du travail

La convention collective applicable ne prévoit aucune gratification concernant les médailles du travail et aucun usage n'a été créé par la Société en la matière. Dès lors, il n'est pas constitué de provision à ce titre.

### 3.12 Fonds de garantie mutuelle

Ce fonds fonctionne entre les clients bénéficiant d'un concours bancaire de la Banque Delubac & Cie et qui ont contribué à l'alimenter. La Banque Delubac & Cie est propriétaire du fonds dont elle assure la gestion et se reconnaît débitrice entre les co-garants d'un capital d'égal montant diminué des sommes qui auraient servi à couvrir les pertes. Sont considérées comme pertes, les créances échues non encaissées augmentées des intérêts et indemnités de retard, des frais de recouvrement et de poursuite.

La somme à revenir à chaque co-garant est arrêtée à la fin de l'année civile au cours de laquelle le concours bancaire qui lui a été consenti a pris fin et qu'il a rempli tous les engagements pris à ce titre.

### 3.13 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

#### Définition des FRBG

Aux termes de l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, "Pour les établissements assujettis autres que ceux soumis aux normes IFRS, les Fonds pour Risques Bancaires Généraux sont les montants que les dirigeants responsables au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier décident d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires."

En pratique, les FRBG couvrent notamment les éléments suivants :

- Risque général de crédit,
- Risques opérationnels,
- Risque épargne logement.

#### Traitement comptable des FRBG

Les FRBG sont dotés et repris par le compte de résultat. Les dotations et les reprises sont inscrites sur une ligne spécifique du résultat et ne concourent pas à la formation du "Produit net bancaire".

Les risques couverts par les FRBG ne sont pas identifiés. Si tel était le cas, ces risques devraient faire l'objet de provisions inscrites au passif du bilan avant les capitaux propres.

En application des principes généraux, les FRBG n'étant pas rattachables à des risques identifiés, les dotations sont considérées sur le plan fiscal comme des charges non déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Dans les états financiers individuels, les FRBG sont présentés avant le sous-total "Capitaux propres (hors FRBG)".

### 3.14 Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

### 3.15 Produits et charges de commissions

La Société enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage ou les pénalités sur incidents de paiements, sont intégralement enregistrées en résultat dans la rubrique "Produits de commissions" quand la prestation est réalisée.

Conformément au règlement n°2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 décembre 2009, applicable à compter du 1er janvier 2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours sont étalés sur la durée de vie effective du crédit. La Banque Delubac & Cie a choisi d'appliquer la méthode alternative consistant à procéder à l'étalement de manière linéaire.

### 3.16 Frais de personnel

Les frais de personnel comprennent l'ensemble des dépenses liées au personnel intégrant notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice. Ces charges sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat "Charges générales d'exploitation".

La Banque Delubac & Cie n'applique pas la recommandation 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relative à la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

### 3.17 Coût du risque

Le contenu de la rubrique "Coût du risque" se limite aux dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions et aux pertes sur créances irrécouvrables. Les dotations nettes aux autres provisions (portefeuilles de négociation et de placement) sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes. Les honoraires de conseils engagés dans le cadre des recouvrements de créances et non récupérés auprès des débiteurs sont inscrits dans cette rubrique. Il en est de même de l'assurance crédit souscrite par la Banque Delubac & Cie.

### 3.18 Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

La Banque Delubac & Cie ne comptabilise pas les impôts différés au titre des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives. Ces différences ont une incidence sur la charge ou le produit d'impôt de l'exercice ainsi que sur les paiements actuels et futurs d'impôt sur les bénéfices.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

En France, le taux normal de l'Impôt sur les Sociétés (IS) est de 33,33 %. S'y ajoute une Contribution Sociale sur Les Bénéfices de 3,3 % du taux de l'IS (après application d'un abattement de 763 mille euros) instaurée en 2000 portant le taux global d'imposition à 34,43 %.

Les plus-values à long terme sur titres de participation de sociétés à prépondérance immobilière sont imposées au taux normal, alors que les plus-values sur autres titres de participation détenues depuis plus de deux ans sont exonérées, sous réserve d'une quote-part pour frais et charges de 10 % du résultat net des plus-values de cession de l'exercice. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés à l'exception d'une quote-part de frais et charges équivalente à 5 % des dividendes versés.

### Intégration fiscale

A compter du 1er janvier 2012, un groupe d'intégration fiscale a été constitué avec la Société et ses filiales Delubac Asset Management, Delubac Immobilier, Compagnie Foncière du Confluent et Haussmann Recouvrement.

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui sont définitivement acquis.

### 3.19 Résultat net par part sociale

Le résultat net par part sociale est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux Associés ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré de parts sociales ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

## II. Informations complémentaires

### Note 4 Effectifs

Les tableaux ci-dessous résument les effectifs "Equivalent taux plein" de la Banque Delubac & Cie :

<i>Contrats</i>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Le Cheylard	69,3	67,7
Paris	81,6	81,1
Lyon	5,0	5,0
Toulouse	4,0	4,0
Angers	-	0,3
<b>Contrats à durée indéterminée</b>	<b>159,9</b>	<b>158,1</b>
Le Cheylard	6,1	4,2
Paris	8,1	8,6
<b>Contrats à durée déterminée</b>	<b>14,2</b>	<b>12,8</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>3,8</b>	<b>8,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>177,9</b>	<b>179,1</b>

<i>Statuts</i>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Le Cheylard	3,0	3,0
Paris	17,9	17,2
Lyon	-	0,3
Toulouse	1,0	1,0
Angers	-	0,3
<b>Cadres hors classe</b>	<b>21,9</b>	<b>21,8</b>
Le Cheylard	15,9	13,8
Paris	17,9	26,6
Lyon	2,0	2,0
Toulouse	1,0	1,0
<b>Cadres</b>	<b>46,6</b>	<b>43,4</b>
Le Cheylard	56,5	55,1
Paris	44,1	45,9
Lyon	3,0	2,7
Toulouse	2,0	2,0
<b>Techniciens des métiers de la banque</b>	<b>105,6</b>	<b>105,7</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>3,8</b>	<b>8,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>177,9</b>	<b>179,1</b>

## Note 5 Rémunération des dirigeants

**5.1 Gérants Associés commandités**

Conformément à l'article 17 des statuts de la Banque Delubac & Cie, la rémunération des Gérants Associés commandités résulte de l'addition des rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire d'une part, et de leur qualité d'Associé commandité d'autre part.

Sur les exercices 2016 et 2015, ces rémunérations ont été les suivantes (000 euros) :

<b>Gérants Associés commandités</b>	<b>Fonction</b>	<b>Rémunérations 2016</b>	<b>Rémunérations 2015</b>
Serge Bialkiewicz	Associé Premier Gérant	139	139
Jean-Michel Samuel	Associé Gérant	111	111
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé Gérant	125	69
Cheylaroise de Participation	Associée Gérante	65	65
Caisse de Compensation Locative	Associée Gérante	11	11
<b>Rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire</b>		<b>451</b>	<b>395</b>
Serge Bialkiewicz	Associé commandité	346	346
Jean-Michel Samuel	Associé commandité	263	263
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé commandité	97	97
Caisse de Compensation Locative	Associée commanditée	33	17
Société Privée de Participations Patrimoniales	Associée commanditée	33	17
Madame Madeleine Samuel	Associée commanditée	30	17
Mademoiselle Jennifer Docquet	Associée commanditée	30	17
<b>Rémunérations au titre de leur qualité d'Associé(e) commandité(e)</b>		<b>832</b>	<b>774</b>
<b>Rémunérations des Gérants Associé(e)s commandité(e)s</b>		<b>1 283</b>	<b>1 169</b>

En 2016 et en 2015, aucune autre rémunération n'a été versée aux Associés Gérants commandités sous forme de jetons de présence ou de paiement en instruments de capitaux propres.

**5.2 Membres du Conseil de surveillance**

La rémunération des membres du Conseil de surveillance est fixée chaque année dans le cadre d'une délibération de l'Assemblée générale ordinaire. Sur chacun des exercices 2016 et 2015, ces rémunérations ont été les suivantes :

<b>Membres du Conseil de surveillance</b>	<b>Rémunération globale</b>
Jetons de présence	12
<b>Rémunérations des membres du Conseil de surveillance 2016</b>	<b>12</b>

<b>Membres du Conseil de surveillance</b>	<b>Rémunération globale</b>
Jetons de présence	-
<b>Rémunérations des membres du Conseil de surveillance 2015</b>	<b>-</b>

**III. Notes relatives au bilan**

## Note 6 Caisse, Banques centrales (actif)

	31-12-2016	31-12-2015
Caisse	743	1 019
Banques centrales	36 325	35 576
<b>Caisse, Banques centrales, (actif)</b>	<b>37 068</b>	<b>36 595</b>

## Note 7 Créances sur les établissements de crédit

	31-12-2016	31-12-2015
Comptes ordinaires débiteurs (1)	69 914	79 435
Comptes et prêts	67 782	103 782
Créances rattachées	1 983	5 730
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>139 679</b>	<b>188 947</b>
<i>(1) Dont C.C.P.</i>	10 377	18 601

## Note 8 Opérations avec la clientèle (actif)

	31-12-2016	31-12-2015
Opérations d'escompte et assimilées	6 778	6 118
Loi Dailly	38 073	38 019
<b>Créances commerciales</b>	<b>44 851</b>	<b>44 137</b>
<b>Créances prises en affacturage</b>	<b>28 522</b>	<b>23 481</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>43 241</b>	<b>39 231</b>
Différés de remboursement liés à l'usage de cartes de crédit	199	212
Crédits de trésorerie	11 504	8 806
Crédits à l'équipement	282	297
Crédits à l'habitat	7 064	5 376
Autres crédits (1)	97 638	91 652
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>116 687</b>	<b>106 343</b>
<b>Provisions pour créances douteuses</b>	<b>-7 032</b>	<b>-6 378</b>
<b>Opérations avec la clientèle (actif)</b>	<b>226 269</b>	<b>206 814</b>

*(1) Sur les deux exercices présentés, ce poste comprend un crédit de 60 millions d'euros consenti à la filiale Compagnie Foncière du Confluent pour le financement des bureaux parisiens de la Banque Delubac & Cie et du siège administratif du Cheylard.*

	31-12-2016	31-12-2015
Créances commerciales	5 032	5 943
Comptes ordinaires débiteurs	9 042	8 220
Autres concours à la clientèle	2 757	1 600
<b>Créances douteuses</b>	<b>16 831</b>	<b>15 763</b>
<b>Taux de provisionnement des créances douteuses</b>	<b>41,78%</b>	<b>40,46%</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Provisions à l'ouverture de l'exercice	-6 378	-6 098
Dotations par le compte de résultat	-256	-393
Dotations par le Fonds de garantie mutuelle	-814	-175
Reprises par le compte de résultat	292	114
Reprises par le Fonds de garantie mutuelle	124	174
<b>Provisions pour créances douteuses</b>	<b>-7 032</b>	<b>-6 378</b>

## Note 9 Obligations et autres titres à revenu fixe

Cette rubrique comprend également les titres à taux d'intérêt variable lorsque la variation stipulée lors de l'émission dépend d'un paramètre déterminé par référence aux taux pratiqués, à certaines dates ou durant certaines périodes, sur un marché tel que le marché interbancaire, le marché obligataire ou l'Euro-marché.

	31-12-2016	31-12-2015
Obligations	113 177	105 501
Primes et décotes sur obligations	-1 274	-1 304
Provisions	-79	-79
<b>Titres d'investissement</b>	<b>111 824</b>	<b>104 418</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>111 824</b>	<b>104 418</b>

N.B. : Au cours de l'exercice 2008, le portefeuille obligataire a été reclassé, pour sa valeur nette comptable à la date du transfert, de la catégorie "Titres de placement" vers la catégorie "Titres d'investissement".

La dépréciation de ces titres à la date de transfert, soit 100 mille euros en 2008, est reprise par voie d'amortissement depuis cette date jusqu'à l'échéance des obligations reclassées. La provision était intégralement reprise à la clôture de l'exercice 2013.

#### Note 10 Actions et autres titres à revenu variable

	31-12-2016	31-12-2015
OPCVM (1)	5 022	4 943
Provisions	-	-12
<b>Titres de placement</b>	<b>5 022</b>	<b>4 931</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>5 022</b>	<b>4 931</b>

#### Note 11 Participations et autres titres détenus à long terme

	31-12-2016	31-12-2015
MCA Finance	2 143	2 143
FST SAS (2)	799	799
Mars Occidentale (1)	229	229
FST Holding (2)	190	190
Certificat Association FGDR Espèces	94	61
GIE UGP	57	57
Delubac Schor Bialkiewicz	17	17
GIE Actions	16	16
SEFI	3	3
Provision / Participation Mars Occidentale (1)	-229	-229
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>3 319</b>	<b>3 286</b>

(1) Participation minoritaire dans cette société anonyme dont les titres sont dépréciés en totalité.

(2) Les valeurs d'inventaire ont été déterminées selon la méthode des DCF en retenant comme hypothèse un taux d'actualisation de 7,0 % et un taux de croissance à l'infini de 0,75 %.

#### Note 12 Parts dans les entreprises liées

	31-12-2016	31-12-2015
Compagnie Foncière du Confluent	15 000	15 000
FFLE	11 407	11 407
Delubac Asset Management (1)	7 380	7 380
Hausmann Recouvrement (2)	1 000	1 000
Delubac Immobilier (2)	132	8
Provision / Delubac Immobilier	-	-8
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>34 919</b>	<b>34 787</b>

(1) Leurs valeurs d'inventaire ont été déterminées selon la méthode des DCF en retenant comme hypothèse un taux d'actualisation de 14,5 % et un taux de croissance à l'infini de 1,0 %.

(2) La société a été recapitalisée en 2016 afin de reconstituer ses capitaux propres.



La Note 43 sur les "Filiales et participations" fournit un certain nombre d'éléments sur ces sociétés.

### Note 13 Immobilisations incorporelles

<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Brevets, licences, logiciels	12 129	11 353
Droit au bail, fonds commercial	200	200
Autres immobilisations incorporelles	27	27
Immobilisations incorporelles en cours	-	115
Amortissements brevets, licences, logiciels	-7 307	-6 674
Amortissements fonds commercial (1)	-20	-
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>12 356</b>	<b>11 695</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 327</b>	<b>-6 674</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 029</b>	<b>5 021</b>

<b>(Cf. Note 3.2.4 Variations des immobilisations incorporelles)</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	11 695	9 506
Acquisitions (1)	879	5 676
Cessions (2)	-218	-3 487
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>12 356</b>	<b>11 695</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-6 674	-6 278
Dotations de l'exercice	-653	-490
Reprises de l'exercice	-	94
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 327</b>	<b>-6 674</b>
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	5 021	3 228
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 029</b>	<b>5 021</b>

(1) Dépenses de migration vers le nouveau système informatique SAB.

(2) En 2015, reclassement des "Immobilisations incorporelles en cours" à la clôture 2014 en "Brevets, licences, logiciels".

### Note 14 Immobilisations corporelles

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Terrains	104	104
Constructions	1 753	1 745
Agencements	2 788	2 753
Autres immobilisations corporelles	6 264	5 952
Immobilisations corporelles en cours	8	36
Amortissements constructions	-1 108	-1 053
Amortissements agencements	-2 473	-2 425
Amortissements autres immobilisations corporelles	-4 291	-3 883
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>10 917</b>	<b>10 590</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 872</b>	<b>-7 361</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 045</b>	<b>3 229</b>

<b>Variations des immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2016</b>	<b>31-12-2015</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	10 590	9 942
Acquisitions	374	899
Cessions	-47	-251
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>10 917</b>	<b>10 590</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-7 361	-6 839
Dotations de l'exercice	-511	-522
Reprises de l'exercice	-	-
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-7 872</b>	<b>-7 361</b>

Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	3 229	3 103
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 045</b>	<b>3 229</b>

## Note 15 Capital souscrit non versé

Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010.

- Augmentation de capital 545 mille euros (4 euros par part sociale)

- Primes d'émission 953 mille euros (7 euros par part sociale)

Soit un capital souscrit non versé de 1 498 mille euros (onze euros par part sociale). La libération du capital est prévue dans un délai de huit ans sur appel de la Gérance de la Banque Delubac & Cie.

## Note 16 Autres actifs

	31-12-2016	31-12-2015
Dépôts et cautionnements constitués	1 036	918
Taxe sur la valeur ajoutée	261	266
Créance d'impôt sur les sociétés	546	239
Fonds en cours de constitution	119	61
Comptes courants filiales	114	781
Dépôts de garantie / Contrats à terme	240	351
Opérations de crédit-bail immobilier (1)	278	324
Locataires - Location simple	-	-
Dépôts de garantie / Cotisations Fonds Garantie Dépôts	383	366
Débiteurs divers	1 257	1 616
Autres stocks et assimilés	97	98
<b>Autres actifs</b>	<b>4 331</b>	<b>5 020</b>

(1)	31-12-2016	31-12-2015
Immobilisations / Crédit-bail immobilier	678	679
Amortissements / Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-400	-355
Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
Provisions / Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
<b>Opérations de crédit-bail immobilier</b>	<b>278</b>	<b>324</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Provisions à l'ouverture de l'exercice	-	-185
Dotations par le compte de résultat	-	-
Reprises par le compte de résultat	-	185
<b>Provisions / Créances douteuses de crédit-bail</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 17 Comptes de régularisation (actif)

	31-12-2016	31-12-2015
Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	187	1 128
Comptes de régularisation	108	106
Charges payées ou comptabilisées d'avance	1 461	1 251
Produits à recevoir	1 211	1 698
Valeurs à rejeter - Effets et chèques	2 521	2 543
Produits à recevoir / Apporteurs douteux	340	314
Provisions / Produits à recevoir / Apporteurs douteux	-187	-187
<b>Comptes de régularisation (actif)</b>	<b>5 641</b>	<b>6 853</b>

## Note 18 Banques centrales (passif)

	31-12-2016	31-12-2015
Banques centrales (1)	15 000	35 000
<b>Banques centrales (passif)</b>	<b>15 000</b>	<b>35 000</b>
<i>(1) La Banque Delubac &amp; Cie participe aux appels d'offres de la BCE mis en place depuis mars 2010. Les prêts accordés à la Banque ont été rémunérés au taux fixe de 0,0 % depuis mars 2016.</i>		

## Note 19 Opérations avec la clientèle (passif)

	31-12-2016	31-12-2015
Comptes à vue	30 864	34 985
Comptes à terme	2 557	5 184
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>33 421</b>	<b>40 169</b>
Comptes à vue	425 785	430 964
Comptes à terme	5 683	28 911
Comptes d'affacturage	28 689	1 248
<b>Autres dettes</b>	<b>460 157</b>	<b>461 123</b>
<b>Opérations avec la clientèle (passif)</b>	<b>493 578</b>	<b>501 292</b>

## Note 20 Autres passifs

	31-12-2016	31-12-2015
Saisies attribution / Oppositions / ATD	5 783	2 327
Créditeurs divers (1)	6 821	5 962
<b>Autres passifs</b>	<b>12 604</b>	<b>8 289</b>
<i>(1) Dettes fiscales et sociales</i>	<i>2 967</i>	<i>2 866</i>
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>773</i>	<i>899</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>3 081</i>	<i>2 197</i>

## Note 21 Comptes de régularisation (passif)

	31-12-2016	31-12-2015
Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	656	1 532
Charges à payer	1 577	1 536
Comptes de régularisation	4 068	2 802
Produits constatés d'avance	1 194	1 835
<b>Comptes de régularisation (passif)</b>	<b>7 495</b>	<b>7 705</b>

## Note 22 Provisions

	31-12-2016	31-12-2015
Provisions à l'ouverture de l'exercice	264	190
Dotations de l'exercice	101	117
Reprises de l'exercice	-133	-43
<b>Provisions</b>	<b>232</b>	<b>264</b>

	31-12-2016	31-12-2015
Provisions fiscales (1)	-	-
Autres provisions (2)	232	264
<b>Provisions</b>	<b>232</b>	<b>264</b>
<i>(1) Dotées et reprises par le "Résultat exceptionnel".</i>		
<i>(2) Dotées et reprises en "Cout du risque".</i>		
<b>Détail des principales provisions pour autres risques et charges</b>		
- Commissions apporteurs	58	68

- Franchises assurances / Litiges Cimentub et Francilienne de Gestion	50	100
- Yalia	100	-
- Contentieux Vialtelle	-	72

**Litiges et actions en justice**

Les décisions de provisionnement des litiges sont prises collégalement et après complète analyse dans le cadre d'un comité trimestriel comprenant la Gérance, le Directeur des affaires juridiques, le Directeur des risques, le Directeur du contentieux et le Directeur financier.

La Société est engagée dans certaines actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. La Banque Delubac & Cie estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur ses comptes sociaux ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

## Note 23 Fonds de garantie mutuelle

	31-12-2016	31-12-2015
Montant à l'ouverture de l'exercice	1 798	1 690
Dotations de l'exercice	359	497
Reprises de l'exercice	-901	-389
<b>Fonds de garantie mutuelle</b>	<b>1 256</b>	<b>1 798</b>

## Note 24 Tableau de variation des capitaux propres (hors FRBG)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital	Réserves et report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2014</b>	<b>11 696</b>	<b>32 551</b>	<b>-337</b>	<b>773</b>	<b>44 683</b>
Résultat de l'exercice 2015	-	-	1 738	-	1 738
Provisions réglementées	-	-	-	102	102
Fonds de garantie mutuelle	-	-	-10	-	-10
Affectation du résultat de l'exercice 2014	-	-347	347	-	-
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2015</b>	<b>11 696</b>	<b>32 204</b>	<b>1 738</b>	<b>875</b>	<b>46 513</b>
Résultat de l'exercice 2016	-	-	791	-	791
Provisions réglementées	-	-	-	-12	-12
Fonds de garantie mutuelle	-	-	-10	-	-10
Affectation du résultat de l'exercice 2015	-	1 638	-1 738	-	-100
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>11 696</b>	<b>33 842</b>	<b>781</b>	<b>863</b>	<b>47 183</b>

## Note 25 Capital souscrit et primes d'émission

	Nombre	Valeur unitaire (euros)	Montant (000 euros)
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2014</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2015	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2015</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2016	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2016</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>

N.B. : Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010. La libération du capital est prévue dans un délai de huit ans sur appel de la Gérance de la Banque Delubac & Cie.

*Répartition du capital social inchangée par rapport au 31 décembre 2015*

Au 31 décembre 2016, le capital social de la Banque Delubac & Cie se répartissait comme suit :

*Nombre de parts%*

- Cheylaroise de Participation 1 197 605 40,96
- Sky Gift 584 836 20,00
- Interhold 584 792 20,00
- Caisse de Compensation Locative 200 255 6,85
- Monsieur Jean-Michel Samuel 168 901 5,78
- Madame Madeleine Samuel 110 379 3,78
- Mademoiselle Jennifer Docquet 60 058 2,05
- Monsieur Albert Chassagnon 14 032 0,48
- Monsieur Jean Samuel 2 844 0,10
- Autres personnes physiques et morales 242 P.M.

Total 2 923 944 100,00

*Dividendes versés*

Un dividende de 100 mille euros a été versé en 2016 au titre de l'exercice 2015.

Aucune distribution n'a été décidée au titre des exercices 2014 et 2013.

#### IV Notes relatives au compte de résultat

##### Note 26 Intérêts et produits assimilés

	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	2 768	3 533
Opérations sur titres (1)	3 123	2 611
Opérations avec la clientèle	6 451	6 418
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>12 342</b>	<b>12 562</b>
(1) Produits d'intérêts sur obligations	3 590	3 048
Etalement des décotes	93	26
Etalement des primes	-560	-463

##### Note 27 Intérêts et charges assimilée

	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	-23	-20
Opérations sur titres	-	-
Opérations avec la clientèle	-257	-543
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-280</b>	<b>-563</b>

##### Note 28 Revenus des titres à revenu variable

	2016	2015
Dividendes et produits assimilés	208	496
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>208</b>	<b>496</b>
- MCA Finance	94	96
- Delubac Asset Management	-	400
- Quote-part de résultat FFLE	114	-
<i>N.B. : En 2015, la quote-part de résultat de FFLE est une charge de 118 mille euros présentée en "Autres charges d'exploitation bancaire".</i>		

##### Note 29 Commissions produits et charges

	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	19	21
Opérations avec la clientèle	16 962	16 753
Opérations sur titres	1 435	1 432
Engagements de financement et de garantie	841	530
Prestations de services	241	1 087
Produits sur moyens de paiement	412	374
<b>Commissions (produits)</b>	<b>19 910</b>	<b>20 197</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-889	-644
Prestations de services	-552	-922
Opérations de change et d'arbitrage	-8	-
<b>Commissions (charges)</b>	<b>-1 449</b>	<b>-1 566</b>

##### Note 30 Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation

	2016	2015
Gains sur titres de transaction	76	13
Dotations aux dépréciations des titres de transaction	-	-
<b>Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>76</b>	<b>13</b>

## Note 31 Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	2016	2015
Produits sur titres de placement	523	1 398
Charges sur titres de placement	-364	-1 129
Dotations aux dépréciations des titres de placement	-141	-12
Reprises de dépréciations des titres de placement	-	-
<b>Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>18</b>	<b>257</b>

## Note 32 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	2016	2015
Produits divers d'exploitation bancaire	1 424	2 334
Crédit-bail / Location simple	100	99
Autres produits divers d'exploitation	3	2
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>1 527</b>	<b>2 435</b>
Produits rétrocédés (1)	-1 442	-1 567
Crédit-bail / Location simple	-80	-141
Charges diverses d'exploitation bancaire	-383	-102
Autres charges diverses d'exploitation	-213	-462
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-2 118</b>	<b>-2 272</b>
<i>(1) Les produits rétrocédés correspondent à la rémunération des apporteurs d'affaires au titre de l'activité "Gestion d'épargne".</i>		

	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	100	99
Intérêts et charges assimilés	-80	-141
<b>Opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>-20</b>	<b>-42</b>

## Note 33 Charges générales d'exploitation

	2016	2015
Personnel (Cf. détail ci-après)	-14 272	-14 286
Impôts et taxes	-706	-645
Services extérieurs	-12 342	-13 023
Charges refacturées à des sociétés du Groupe (1)	270	235
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-27 050</b>	<b>-27 720</b>
<i>(1) Charges de personnel et prestations refacturées à Haussmann Recouvrement. Prestations refacturées à Delubac Asset Management.</i>		

	2016	2015
Rémunérations	-9 254	-9 289
Charges sociales sur rémunérations	-4 090	-4 123
Impôts et taxes sur rémunérations	-928	-874
Intéressement des salariés (1)	-	-
Participation des salariés (2)	-	-
<b>Personnel</b>	<b>-14 272</b>	<b>-14 286</b>

*(1) La prime d'intéressement est égale à 10 % du résultat consolidé courant avant impôt et intéressement de l'Union Economique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE. Ce montant est diminué des sommes versées au titre de la participation et limité à 20 % du total des salaires bruts annuels versés au personnel bénéficiaire - Accord du 4 décembre 2014.*

*A la clôture des exercices 2016 et 2015, les bases de calcul étaient négatives.*

(2) La réserve spéciale de participation est déterminée sur la base de la formule légale obligatoire, à partir des bases consolidées de l'Union Economique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE (50 % x (bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés – 5 % des capitaux propres hors résultat de l'exercice) x Salaires / Valeur ajoutée) - Accord du 19 décembre 2013 modifié par avenant du 14 janvier 2014.

A la clôture des exercices 2016 et 2015, le montant de la rémunération des capitaux propres était supérieur à celui du bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés.

#### Note 34 Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

	2016	2015
Immobilisations incorporelles	-648	-396
Immobilisations corporelles	-511	-522
<b>Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>-1 159</b>	<b>-918</b>

#### Note 35 Coût du risque

	2016	2015
Opérations avec la clientèle	36	-295
<b>Dotations nettes des dépréciations</b>	<b>36</b>	<b>-295</b>
Pertes couvertes par des dépréciations	-195	-257
Pertes non couvertes par des dépréciations	-296	-472
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-491</b>	<b>-729</b>
<b>Honoraires / Assurances (1)</b>	<b>-1 021</b>	<b>-1 307</b>
<b>Dotations / Reprises nettes des autres provisions</b>	<b>59</b>	<b>120</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 417</b>	<b>-2 211</b>

(1) Depuis le 1er janvier 2013, les honoraires de conseils engagés dans le cadre des recouvrements de créances et non récupérés auprès des débiteurs sont inscrits dans cette rubrique. Il en est de même de l'assurance-crédit souscrite par la Banque Delubac & Cie.

#### Note 36 Gains ou (pertes) sur actifs immobilisés

	2016	2015
Plus-values de cession de titres participation	-	-
Reprises dépréciations des titres de participation	-	-
Moins-values de cessions de titres de participation	-	-
<b>Résultat de cession de titres de participation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Prix de cession d'immobilisations d'exploitation	-	-
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	-	-
<b>Résultat de cession des immobilisations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou (pertes) sur actifs immobilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Note 37 Résultat exceptionnel

	2016	2015
Honoraires arbitrage CFCMNE	-	1 166
Régularisation étalement franchise des loyers parisiens	165	-
Autres produits	27	71
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>192</b>	<b>1 237</b>
Amortissement exceptionnel du logiciel V. Bank (1)	-	-9
Loyers des anciens bureaux parisiens	-	-98
Charges diverses	-21	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>-21</b>	<b>-107</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>171</b>	<b>1 130</b>

(1) Amortissement exceptionnel destiné à ramené la valeur nette comptable des développements à zéro.

## Note 38 Impôts sur les bénéfices

	2016	2015
Produits (charges) nets d'impôts au taux commun avant intégration fiscale	-340	-333
Produits (charges) nets d'impôts aux autres taux avant intégration fiscale	-	-
Produits (charges) d'intégration fiscale	340	333
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Banque Delubac & Cie forme un périmètre d'intégration fiscale avec certaines de ses filiales :

- Delubac Asset Management
- Delubac Immobilier
- Compagnie Foncière du Confluent
- Haussmann Recouvrement

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui sont définitivement acquis.

## Note 39 Dotations / Reprises de FRBG et de provisions réglementées

	2016	2015
(Dotations) / Reprises d'amortissements dérogatoires	12	-102
(Dotations) / Reprises de FRBG	-	-
<b>Dotations / Reprises de FRBG et de provisions réglementées</b>	<b>12</b>	<b>-102</b>

Les provisions pour amortissements dérogatoires traduisent la différence entre les amortissements calculés entre la durée réelle d'utilisation et leur durée d'usage au sens fiscal du terme. Les immobilisations concernées par la dérogation sont les immobilisations non décomposables ainsi que la structure des immeubles qui ne répondent pas à la définition des immeubles de placement.

Font également l'objet d'amortissements dérogatoires, les coûts d'acquisition des titres de participation comptabilisés dans le montant immobilisé des titres, actif par définition non amortissable. Ces frais sont par le biais des amortissements dérogatoires déduits fiscalement sur une durée de cinq ans.

## Note 40 Résultat net par part sociale

	2016	2015
Nombre moyen pondéré de parts sociales en circulation (1)	2 787 784	2 787 784
Nombre de parts sociales potentiellement dilutives	-	-
Nombre moyen pondéré de parts sociales après dilution	2 787 784	2 787 784
Résultat net (000 euros)	791	1 738
<b>Résultat net par part sociale (euros)</b>	<b>-0,28</b>	<b>-0,62</b>

*A la clôture des exercices 2016 et 2015, il n'existait aucune part sociale ordinaire potentiellement dilutive.*

*(1) Non libérées, les parts sociales souscrites le 6 mai 2010 (Cf. Note 25 sur le "Capital souscrit et les primes d'émission") ne sont pas prises en compte dans le calcul du résultat net par part sociale. S'agissant d'une émission en numéraire, c'est la date de disponibilité des fonds qui est retenue et non la date de jouissance des parts.*

## V Autres notes explicatives

## Note 41 Engagements hors bilan

## 41.1 Engagements donnés

	31-12-2016	31-12-2015
En faveur d'établissements de crédit (1)	61 268	54 724
En faveur de la clientèle	18 626	21 209
<b>Engagements de financement</b>	<b>79 894</b>	<b>75 933</b>
Opérations en devises	1	7
D'ordre de la clientèle	8 909	6 838
<b>Engagements de garantie</b>	<b>8 910</b>	<b>6 845</b>
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	3 903	97
<b>Engagements sur titres</b>	<b>3 903</b>	<b>97</b>

*(1) Obligations éligibles par la BCE employées comme collatéral dans le cadre des avances consenties par la Banque Centrale (Cf. la Note 18 sur les "Banques centrales").*



## 41.2 Engagements reçus

	31-12-2016	31-12-2015
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de financement</b>	-	-
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	71	1 532
Cautions reçues	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>71</b>	<b>1 532</b>

## Note 42 Engagements sociaux

	31-12-2016	31-12-2015
Taux d'actualisation	0,63 %	0,96 %
Modalités de départ	60 à 67 ans (1)	60 à 67 ans (1)
Taux de progression des salaires	De 1 à 3 %	De 1 à 3 %
Taux de charges sociales	60 %	60 %
Taux de rotation du personnel	De 0,5 à 2 %	De 0,5 à 2 %
Charge nette de versements de l'exercice	41	24
Ecart actuariels (2)	-869	-947
<b>Avantages du personnel à la clôture</b>	<b>720</b>	<b>645</b>

A compter de 2015, les modalités de départ volontaire ont été déterminées en fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis. Elles étaient auparavant déterminées en fonction d'une mise à la retraite à 65 ans.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 12-14) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements de l'exercice 2016.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 11-13) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements de l'exercice 2015.

La Banque Delubac & Cie ne dispose d'aucun actif de couverture de ses engagements envers le personnel au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

(1) En fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis

(2) Les écarts actuariels correspondent aux ajustements de la provision pour indemnités de départ en retraite induit par les modifications d'hypothèses actuarielles retenues d'un exercice sur l'autre :

- hypothèses endogènes (profil de carrière du personnel, turnover, âge de départ en retraite) ;
- hypothèses exogènes (mise à jour de la table de survie, évolution du taux d'actualisation).

Les écarts actuariels à la clôture 2016 résultent des variations suivantes :

- Mise à jour de la table de survie
- Mise à jour du taux d'actualisation
- Effets de l'expérience

## Note 43 Renseignements sur les filiales et participations

## I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Banque Delubac &amp; Cie

## a) Filiales (50 % au moins du capital détenu)

Cie Foncière Haussmann Delubac

du Confluent Recouvrement Asset Management

- Capital 15 110 1 000 1 006

- Réserves (4 529) (465) 3 046

- Quote-part dans le capital 99,27% 100,00% 100,00%

- Valeur d'inventaire 15 000 1 000 7 380

- Prêts et avances consenties 60 000 - -

- Cautions et avals fournis - - -

- Dernier résultat (1 945) (64) 203

- Dividendes encaissés - - -

## b) Participations (10 à moins de 50 % du capital détenu)

FFLE MCA FST FST

Finance SAS Holding

- Capital 1 2 000 803 114

- Réserves - 495 (309) 445

- Quote-part dans le capital 45,00 % 38,12 % 23,66 % 14,99 %

- Valeur d'inventaire 11 407 2 143 799 190

- Prêts et avances consenties 3 089 - 453 -

- Cautions et avals fournis - - -

- Dernier résultat 254 626 (62) (10)

- Dividendes encaissés - 94 - -

## II - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations

Valeur d'inventaire : 286 mille euros

### Note 44 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires hors taxes facturés par le collège des Commissaires aux comptes se présentent comme suit (000 euros) :

	2016	2015
Hoche Audit	-186	-186
WNAP / Auditing International (1)	-179	-179
<b>Honoraires des Commissaires aux comptes</b>	<b>-365</b>	<b>-365</b>

Ces montants concernent les interventions, hors remboursements de frais, des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Banque Delubac & Cie et les états financiers consolidés du Groupe.

### Note 45 Transactions effectuées avec des parties liées et opérations non inscrites au bilan

Il n'existe aucune transaction significative non conclue aux conditions normales de marché effectuée par la Banque Delubac & Cie avec des parties liées au cours des exercices 2016 et 2015.

Par ailleurs, il n'existe sur ces périodes aucune opération non inscrite au bilan, transaction ou accord entre la Banque Delubac & Cie et une ou plusieurs autres entités, même non constituées en sociétés, qui présentent des risques et des avantages significatifs pour la Société non traduits au bilan (ou dans les postes de hors bilan) et dont la connaissance est nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'établissement.

### Note 46 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice d'importance significative qui aurait dû donner lieu à un enregistrement au bilan ou dans le compte de résultat, ou à une information dans les notes explicatives.

Début 2016, un jugement a condamné la Banque Delubac et Cie dans l'affaire Yalia à hauteur de 1,4 million d'euros pour défaut dans son obligation de vigilance. Seule la franchise a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2016 pour un montant de 100 mille euros du fait de la prise en charge du sinistre par l'assurance.

## Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque Delubac & Cie SCS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.2.4 « Changements de méthode comptable » qui expose les modalités d'application du règlement ANC n° 2015-06, relatif à l'évaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée. Ainsi, la banque Delubac & Cie SCS a décidé d'amortir à compter du 1er janvier 2016 le fonds commercial Resalliance sur 10 ans soit une dotation de 20 K€ sur l'exercice.

### 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Changement de méthode comptable

En application du règlement n°2015-06 de l'ANC, il a été décidé à compter du 1er janvier 2016, d'amortir sur 10 ans les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est limitée mais ne peut être déterminée de manière fiable (fonds commercial Résalliance, Cf. Note 13 de l'annexe des comptes annuels).

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis, nous nous sommes assurés du caractère approprié de ce changement.

#### Estimations comptables

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités et procède également, selon les modalités décrites dans la note 3 de l'annexe intitulée « Principes comptables et méthodes d'évaluation » à des estimations comptables significatives, portant notamment sur la valorisation des actions et autres titres à revenu variable ainsi que celle des titres de participation, des titres détenus à long terme et titres de l'activité de portefeuille, évalués selon les modalités présentées en note 3.7 « Portefeuille titres » de l'annexe des états financiers. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société et, le cas échéant, vérifié le calcul des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

PARIS, le 18 avril 2017

*Les Commissaires aux comptes :*

SA HOCHE AUDIT  
représentée par Laurence ZERMATI

SAS WNAP  
représentée par William NAHUM

### Consultation des rapports de la Gérance et du Conseil de Surveillance

Les rapports de la Gérance et du Conseil de Surveillance sur les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2016 sont consultables au siège de la Banque Delubac et Cie : 16, place Saléon Terras 07160 Le Cheylard

**1702739**